

Conférence générale

GC(53)/27
14 septembre 2009

Distribution générale
Français
Original : anglais

Cinquante-troisième session ordinaire

Point 12 de l'ordre du jour provisoire
(GC(53)/1, Add.1 et Add.2)

Nomination du Vérificateur extérieur

- Le mandat de l'actuel Vérificateur extérieur des comptes de l'Agence – qui est le Vice-Président de l'Institution supérieure de contrôle des finances publiques (ISC) allemande (Bundesrechnungshof) – expirera à l'issue de la vérification des comptes de l'Agence pour 2009. À sa prochaine session ordinaire, la Conférence générale devra donc nommer un vérificateur extérieur pour vérifier les comptes de l'Agence pour les exercices 2010 et 2011.
- Dans la note du Secrétariat 2008/Note 36 du 16 décembre 2008 (appendice 1), les États Membres ont été invités à proposer – avant le 30 janvier 2009 – des candidatures pour examen par la Conférence générale à sa session ordinaire de 2009. Comme il ressort de cette note, le Secrétariat stipulait que les propositions devaient comprendre un curriculum vitae du candidat, des informations détaillées sur les activités nationales et internationales de l'institution de contrôle des finances publiques de l'État Membre présentant la candidature, des indications sur l'étendue des activités de vérification envisagées et sur les spécialisations en matière de vérification qui pourraient être utiles à l'Agence, une présentation de l'approche de vérification, l'indication du nombre et du niveau du personnel affecté à la vérification, les honoraires demandés pour la vérification et une estimation du nombre total de mois de travail qui seraient consacrés à la vérification des comptes de l'Agence pour 2010 et 2011.
- Le Secrétariat a reçu les candidatures du Vice-Président de l'institution supérieure de contrôle des finances publiques (ISC) allemande (Bundesrechnungshof) (appendice 2) et du Contrôleur et Vérificateur général de l'Inde (appendice 3). L'appendice 4 présente une comparaison de ces offres. La candidature du Président de la Cour des comptes du Royaume du Maroc a aussi été soumise, mais a été retirée par la suite.
- Le Conseil des gouverneurs a examiné cette question à sa réunion de juin 2009. Il n'a pas fait de recommandation à la Conférence générale sur cette question.

Recommandation

- La Conférence générale est priée de nommer un Vérificateur extérieur, conformément à l'article 12.01 du Règlement financier, pour vérifier les comptes de l'Agence pour les exercices 2010 et 2011.



IAEA

L'atome pour la paix

الوكالة الدولية للطاقة الذرية

国际原子能机构

International Atomic Energy Agency

Agence internationale de l'énergie atomique

Международное агентство по атомной энергии

Organismo Internacional de Energía Atómica

GC(53)/27
Appendice 1

Wagramer Strasse 5, PO Box 100, 1400 Wien, Austria
Phone: (+43 1) 2600 • Fax: (+43 1) 26007
Email: Official.Mail@iaea.org • Internet: <http://www.iaea.org>

In reply please refer to:
Dial directly to extension: (+431) 2600-21070

2008/Note 36

Note du Secrétariat

Le Secrétariat a l'honneur de faire savoir aux États Membres que le mandat de l'actuel vérificateur extérieur des comptes de l'Agence (l'institution supérieure de contrôle des finances publiques (ISC) allemande (Bundesrechnungshof)) expire avec l'achèvement de la vérification des comptes de l'exercice financier 2009. À sa cinquante-troisième session ordinaire, en septembre 2009, la Conférence générale devra donc nommer un nouveau vérificateur extérieur pour vérifier les comptes de l'Agence pour les exercices 2010 et 2011. La nomination se fait traditionnellement pour une période de deux ans, mais elle peut être renouvelée.

Les États Membres sont invités à proposer des candidatures au poste de vérificateur extérieur des comptes de l'Agence pour examen par la Conférence générale à sa cinquante-troisième session ordinaire. Le texte intégral de l'article XII du Règlement financier de l'Agence et celui du mandat additionnel régissant la vérification des comptes de l'Agence sont reproduits ci-joint.

Les candidatures doivent donner les renseignements suivants :

- a) Curriculum vitae de la personne proposée et informations détaillées sur les activités nationales et internationales de l'institution supérieure de contrôle, avec indication de l'étendue des activités de vérification envisagées et des spécialisations qui pourraient être utiles à l'Agence ;
- b) Présentation de l'approche de vérification et indication du nombre et du niveau du personnel affecté à la vérification ;
- c) Honoraires demandés pour la vérification (en euros) et estimation du nombre total de mois de travail qui seraient consacrés à la vérification des comptes de 2010 et 2011.

Les honoraires demandés devraient comprendre les traitements liés à la vérification, les dépenses de secrétariat et autres dépenses d'appui, les frais de voyage et les frais de séjour du vérificateur extérieur et de ses collaborateurs. Les frais de voyage s'entendent pour le voyage entre, d'une part, le cabinet du vérificateur général des comptes et, de l'autre, le Siège de l'Agence à Vienne et – si cela est jugé nécessaire aux fins de la vérification – d'autres bureaux de l'Agence.

Les candidatures doivent parvenir au Directeur général de l'Agence le plus rapidement possible, et en tout état de cause avant le 30 janvier 2009, de façon à laisser suffisamment de temps pour un complément d'information et la préparation d'une proposition du Conseil des gouverneurs qui sera soumise à la Conférence générale en septembre 2009. La Division du budget et des finances de l'Agence sera heureuse de fournir toute autre information ou explication qui pourrait être nécessaire.

David B Waller

le 16 décembre 2008

Mission permanente de la République fédérale d'Allemagne
auprès de l'Office des Nations Unies et
des autres organisations internationales à Vienne

S.E. M. Mohamed ElBaradei
Directeur général
Agence internationale de l'énergie atomique
CIV – A2822
1400 VIENNE

Rüdiger Lüdeking
Ambassadeur

Vienne, le 29 janvier 2009

Monsieur le Directeur général,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint l'offre de services de l'institution supérieure de contrôle des finances publiques (ISC) allemande comme Vérificateur extérieur des comptes de l'Agence pour les exercices financiers 2010 et 2011.

L'Allemagne espère que son institution supérieure de contrôle bénéficiera d'une prolongation de son mandat actuel afin de mener à bien les tâches qu'elle s'est fixées comme objectif au début de son mandat en 2004.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'assurance de ma considération distinguée.

[signature]

cc. avec pièce jointe au DGA David Waller

Agence internationale de l'énergie atomique

(AIEA)

Offre de services en tant que
Vérificateur extérieur des comptes

présentée par
l'Institution supérieure de contrôle
des finances publiques allemande
Bundesrechnungshof

	<i>Page</i>	
A	Curriculum vitae et informations détaillées sur les activités nationales et internationales	3
B	Introduction – Objet du présent document	5
C	Profil de l’institution supérieure de contrôle des finances publiques allemande	10
D	Approche de la vérification et personnel	15
E	Honoraires demandés et estimation du nombre de mois de travail pour la période financière 2010-2011	20
F	Éléments essentiels	21

Pour tout renseignement, s’adresser à :

MR BRH Michael SCHRENK, Directeur de la vérification,
Tél. bureau Bonn : + 49 22899 721 2030
Tél. bureau Vienne : +43 2600 21083
Courriel (Bonn) : michael.schrenk@brh.bund.de
Courriel (Vienne) : m.m.schrenk@iaea.org

Norbert Hauser
Vice-président
Institution supérieure de contrôle
des finances publiques allemande¹
Bundesrechnungshof

Adenauerallee 81
53113 Bonn
Allemagne

Date et lieu de naissance : 20 mai 1946, Olpe (Allemagne)

Situation de famille : marié

À partir de janvier 2009	Président du Groupe de vérificateurs externes des Nations Unies
À partir de janvier 2008	Vice-Président du Groupe de vérificateurs externes des Nations Unies
À partir de juillet 2004	Vérificateur extérieur des comptes de l'Agence internationale de l'énergie atomique
À partir de 2002	Vérificateur extérieur des comptes de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
À partir de 2002	Vice-Président de l'institution supérieure de contrôle des finances publiques allemande
1998 - 2002	Député au parlement fédéral allemand Notamment : Membre de la commission des finances Membre de la commission de l'enseignement et de la recherche Membre de la commission d'enquête sur les dons aux partis politiques
1981 - 2002	Avocat
1975 - 1999	Porte-parole du Parti chrétien-démocrate pour les questions financières et budgétaires Conseiller municipal de Bonn
1979 – 1981	Directeur général fédéral de l'Association des moyennes entreprises
1979	Diplôme universitaire en droit

¹ Institution supérieure de contrôle.

A Curriculum vitae et informations détaillées sur les activités nationales et internationales

1969 - 1979	Études de droit à l'université de Bonn, suivies d'une formation d'avocat stagiaire
1967 - 1969	Service militaire et promotion au rang d'officier
1952 - 1967	Études secondaires et admission à l'université

Contexte international :

Les activités nationales de Norbert Hauser recouvrent la totalité des missions de vérification extérieure dans les ministères et services fédéraux et les relations avec le parlement. **Ses activités internationales** comprennent la vérification d'organisations internationales et des contacts de travail permanents avec les institutions supérieures de contrôle d'autres pays, plus particulièrement axés ces dernières années sur la fourniture d'un appui technique à des pays d'Europe centrale et orientale. À son entrée à l'ISC, Norbert Hauser a été **nommé Vérificateur extérieur des comptes** de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (**ONUDI**). Ce mandat s'est achevé le 30 juin 2002.

Depuis le 1^{er} juillet 2004, M. Hauser exerce la fonction de **Vérificateur extérieur des comptes de l'Agence internationale de l'énergie atomique**. Il a remis son premier rapport en tant que Vérificateur extérieur des comptes de l'Agence le 31 mars 2005.

La Conférence des États membres de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a nommé M. Hauser vérificateur extérieur des comptes de cette organisation pour un mandat initial de trois ans, de 2009 à 2011.

Le présent document a pour objet de proposer les services de l'institution supérieure de contrôle des finances publiques allemande comme vérificateur extérieur des comptes de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Le présent document a pour but de montrer pourquoi l'institution supérieure de contrôle des finances publiques (ISC) allemande (Bundesrechnungshof) s'estime qualifiée pour exercer les fonctions de vérificateur extérieur des comptes de l'AIEA. Il présente le rôle du Bundesrechnungshof en tant qu'ISC, sa vaste expérience nationale et internationale, son personnel hautement qualifié, et la stratégie de vérification proposée dans le cas de l'AIEA.

Le Bundesrechnungshof est certain de répondre aux besoins de l'AIEA pour les raisons suivantes :

- L'équipe proposée est composée de vérificateurs qui contrôlent les comptes de l'AIEA depuis plusieurs années et se serviront de l'expérience qu'ils continuent d'accumuler dans le cadre de ces activités.
- Le Bundesrechnungshof possède en outre une vaste expérience dans la vérification extérieure des comptes d'organisations internationales et supranationales, notamment du système des Nations Unies.
- Le contrôle de performance est un élément clé du travail de vérification du Bundesrechnungshof.
- Comme le Bundesrechnungshof est basé à Bonn, les vérificateurs pourront effectuer fréquemment des missions de vérification à l'AIEA tout au long de la période du mandat. À partir de mars 2009, le directeur de la vérification extérieure sera vérificateur résident à Vienne. L'équipe pourra donc faire des recommandations et donner des conseils de manière suivie.

Le Bundesrechnungshof fournit des services à l'AIEA depuis 2004. Il appuie le principe de la rotation du vérificateur extérieur au bout d'un certain temps. Toutefois, une prolongation du mandat serait dans l'intérêt de l'Agence. Le Bundesrechnungshof aimerait suivre les questions ci-après. En particulier, le passage des UNSAS aux Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) serait facilité par des consultations continues. En outre, notre vérification a toujours été planifiée pour huit ans. Avec un autre mandat, nous serions donc en mesure de mener à bien notre programme initial, couvrant tous les principaux secteurs de l'AIEA. Cela serait intéressant pour l'Agence car nous pourrions alors présenter des résultats pour tous les domaines vérifiés.

À ce jour, le travail de vérification du Bundesrechnungshof a bénéficié à l'AIEA de plusieurs manières :

Le Bundesrechnungshof s'est fait l'avocat d'un renforcement de la **gouvernance de la TI**. Le personnel de TI est maintenant défini. Les serveurs ont été centralisés dans le bâtiment C. Ces mesures importantes ont déjà été prises compte tenu de nos recommandations. Les efforts faits pour compléter, centraliser et harmoniser les informations concernant la TI de l'Agence figurant sur l'intranet devraient être poursuivis. Le Bundesrechnungshof souhaiterait suivre la question du rôle du **haut responsable des informations**, notamment sa responsabilité budgétaire.

Le directeur de la vérification extérieure, M. Michael Schrenk, a pris part en tant que représentant du Groupe de vérificateurs externes à l'équipe spéciale **IPSAS**. En tant que vice-président, et à partir de janvier 2009, que président du Groupe de vérificateurs externes des Nations Unies, M. Hauser participe activement à toutes les discussions. En tant que vérificateur extérieur des comptes de l'AIEA, le Bundesrechnungshof s'est déjà occupé de domaines comme le recouvrement des arriérés, l'harmonisation des cycles budgétaires, l'assurance maladie après la cessation de service et les contributions en nature, qui devront être examinés lors de l'introduction des IPSAS. Le Bundesrechnungshof souhaiterait poursuivre les consultations dans ce domaine et contribuer à identifier d'autres secteurs de travail (de façon à encourager la budgétisation en comptabilité d'exercice et la budgétisation des investissements). En tant que vérificateur ayant fait les recommandations, le Bundesrechnungshof souhaiterait aussi superviser comme vérificateur extérieur leur mise en œuvre pendant les deux années en question, qui seront une période de changement très critique.

Le Bundesrechnungshof a souligné que l'introduction des IPSAS dépendait très largement de l'**AIPS** (Système d'information à l'échelle de l'Agence pour l'appui au programme), qui a été retardé par manque de financement adéquat. Entretemps, le financement de l'AIPS est mieux assuré grâce à la moitié des excédents revenant aux États Membres. Le Bundesrechnungshof souhaiterait suivre l'évolution de la question.

Le Bundesrechnungshof a recommandé de surveiller les effets d'une augmentation des **contributions volontaires**, en particulier leur impact sur l'utilisation des ressources du budget ordinaire. Un mécanisme commun concernant les dépenses d'appui au programme a été introduit pour compenser la charge administrative. Le Bundesrechnungshof a aussi souligné que les activités de base devraient être financées par les contributions régulières pour éviter que les contributions volontaires ne servent à influencer les décisions de l'AIEA sur le choix des programmes à financer. Le Bundesrechnungshof est partisan d'une approche à thème ou d'un financement groupé, ce qui faciliterait l'exécution du

programme. Cela mettrait un terme aux conditions imposées par les donateurs. Le Bundesrechnungshof souhaiterait continuer d'apporter son assistance à cet égard et a déjà soumis cette question au Groupe de vérificateurs externes en 2008. Nous développerons ce point et nous ferons d'autres propositions lors de la réunion du groupe à Bonn en 2009.

L'Agence devrait continuer de chercher à résoudre les problèmes causés par les contributions volontaires versées sous réserve d'une vérification spéciale par le donateur, par exemple en vertu de l'accord cadre financier et administratif (FAFA) avec la Communauté européenne. L'exigence de donateurs de contributions volontaires de procéder à des vérifications spéciales n'est pas conforme au règlement financier de l'Agence. Le Groupe de vérificateurs externes des Nations Unies a récemment recommandé de revoir la clause de vérification dans l'accord pertinent, car elle viole le principe de la vérification unique. Jusqu'à présent, la vérification est faite au moyen de contrôles ponctuels opérés par le personnel de la Commission européenne. À long terme, ils devraient l'être par le Vérificateur extérieur. Il est essentiel de résoudre cette question, car le volume des contributions volontaires continue de croître. Une clause de vérification dans les accords avec les donateurs entraînerait une répétition inutile du travail de vérification et représenterait un lourd fardeau pour l'administration de l'AIEA. Le Bundesrechnungshof est en train de discuter de cette question avec la Commission européenne et la Cour des comptes européenne pour trouver une solution qui soit le plus avantageuse possible pour l'AIEA. Nous aidons l'AIEA de manière constructive en vérifiant un projet de l'UE lors de nos missions sur le terrain et en fournissant les informations correspondantes à l'UE. Le Conseil des gouverneurs devrait examiner d'autres tentatives éventuelles d'imposer une clause de vérification. M. Hauser a mené des négociations complexes sur cette question avec la Commission européenne et la Cour des comptes européenne. Il a obtenu que l'UE accepte qu'à long terme les vérifications soient faites par les membres du Groupe. C'est là une première étape, mais ce n'est pas encore suffisant.

Grâce à l'initiative de M. Hauser, l'UE n'a pas fait d'autres tentatives, après 2006, de mener des missions de vérification à l'Agence, car elle a reçu suffisamment d'informations par le biais de nos diverses missions sur le terrain.

On peut donner comme exemple de vérification d'un projet de la CE une mission auprès d'un projet concernant les contrôles frontaliers. Le « projet de sécurité nucléaire » vise à mettre en place des contrôles frontaliers efficaces. Le Secrétariat devrait définir ce qu'il considère comme « efficace ». Le Secrétariat devrait continuer de coordonner ses activités concernant les projets de surveillance aux frontières avec celles d'autres donateurs pour éviter les investissements inefficaces. À la suite de nos constatations, des activités de coordination ont été entreprises. Nous continuons nos missions sur le terrain dans ce domaine, et nous procéderons à une vérification en Zambie, au Nigeria et au Ghana en

juin 2009 de projets cofinancés par l'UE afin d'éviter d'autres vérifications par la Commission européenne.

Le Bundesrechnungshof a recommandé en outre d'améliorer **la protection et la gestion des avoirs**. Cela inclut la sécurité de la TI, la sécurité à Seibersdorf et le matériel des garanties. Bien que des progrès aient été faits dans tous ces domaines, il reste d'importantes mesures à prendre. Un centre informatique physiquement sécurisé a été créé pour l'ensemble de l'Agence, mais la protection contre l'incendie, exigence fondamentale de la plus haute importance, manque encore. Plusieurs années après que nous avons attiré l'attention sur la nécessité d'un système de protection complet pour le site de Seibersdorf, des éléments essentiels d'un tel système n'ont pas encore été mis totalement en place. Le Bundesrechnungshof souhaiterait suivre la question des mesures correctives prises par l'encadrement et garder à l'examen la question de la gestion des avoirs et de la comptabilisation du matériel pour les inspections.

Le Bundesrechnungshof a obtenu des résultats dans divers domaines. S'agissant du **fonds de coopération technique**, il a souligné que son pouvoir d'achat se détériorait avec la baisse du dollar par rapport à l'euro. Cette question est maintenant prise en compte. Le Conseil a demandé au Secrétariat d'examiner des mécanismes possibles, y compris un mécanisme qui à l'avenir protégerait, dans la mesure du possible, les ressources de ce fonds contre les effets de ces variations de change et de lui faire rapport à ce sujet dans les meilleurs délais afin qu'il puisse prendre rapidement une décision. Dans le secteur des **achats**, le service des achats généraux et celui des achats pour les garanties ont fusionné selon notre recommandation. Le Bundesrechnungshof aimerait suivre la question des autres synergies potentielles (en matière de logiciel par exemple). Des économies en personnel et en matériel pourraient être réalisées en ce qui concerne les **publications**. La base de données du **CGCP** (cadre de gestion du cycle de programme) pour les donateurs, les bénéficiaires et l'Agence est désormais en place. Toutefois, de nombreux États Membres n'y ont pas accès à cause d'une médiocre infrastructure électronique. Le Bundesrechnungshof a exprimé le souhait que soient apportées d'autres améliorations et que soient intensifiées les interactions avec tous les organismes qui sont concernés par des secteurs similaires de la CT, et les efforts dans ce sens se poursuivent.

Le Bundesrechnungshof a recommandé que le Secrétariat continue de travailler à un traitement plus transparent des économies résultant des **garanties intégrées**. L'évaluation budgétaire devrait être plus réaliste. Il faudrait une plus grande transparence en ce qui concerne les économies et leur utilisation.

Nous avons aussi recommandé de définir le rôle des agents de liaison nationaux dans le domaine de la CT. Le Bundesrechnungshof a recommandé en outre de revoir le système mixte de calcul des contributions (son efficacité en ce qui concerne les paiements tardifs) et d'améliorer le recouvrement des contributions.

Le Bundesrechnungshof

Personnel

Le Bundesrechnungshof compte quelque 1 400 employés, 9 divisions, 49 services et 9 bureaux régionaux. Les fonctions administratives sont confiées à une division présidentielle (comparable à un secrétariat général). Nos vérificateurs sont titulaires de diplômes universitaires ou d'autres diplômes supérieurs. Les qualifications professionnelles de nos employés vont de l'administration publique et du droit à l'économie, à la gestion et à l'informatique, en passant par diverses spécialités techniques. Les membres du personnel affectés à la vérification d'organisations internationales ont tous des connaissances et des compétences de très haut niveau en matière comptable. Tous les vérificateurs ont plusieurs années d'expérience pratique dans au moins un ministère ou un service public, ou dans le secteur privé. Avec ce personnel hautement compétent, l'ISC allemande dispose d'une base solide pour la vérification d'organisations internationales.

Mandat national de vérification

Le mandat de vérification de l'ISC allemande couvre :

- la gestion des finances fédérales ;
- les fonds commerciaux fédéraux ;
- les organismes publics dotés de la personnalité juridique en vertu du droit fédéral ;
- les institutions de sécurité sociale dotées de la personnalité juridique en vertu du droit fédéral ou du droit d'un Land, comme les caisses d'assurance maladie et les caisses de retraite ; et
- la gestion des participations du gouvernement fédéral dans les entreprises du secteur privé.

Rapports

L'ISC allemande présente des rapports annuels sur les conclusions de ses vérifications aux deux chambres du parlement fédéral et au gouvernement fédéral. Outre ces rapports annuels, il nous arrive de présenter des rapports sur des questions particulièrement importantes.

Rôle du Bundesrechnungshof

Nous procédons aussi à des contrôles de décisions administratives qui n'ont pas encore eu d'impact financier. C'est là une réglementation de grande portée qui nous permet de lancer un contrôle de performance à un stade très précoce. Nous avons donc l'habitude de contrôler l'utilisation des fonds publics **avant** qu'ils ne soient effectivement dépensés. Nous utilisons les résultats de ces contrôles pour conseiller les ministères et organismes publics, ainsi que le parlement, sur les décisions à prendre, notamment en matière budgétaire. Ce rôle consultatif a gagné en importance au cours des dix dernières années.

Aujourd'hui, l'ISC allemande a le statut d'une autorité fédérale supérieure, c'est-à-dire qu'elle a le même rang qu'un ministère fédéral. Institution indépendante de contrôle, elle n'est soumise qu'à la loi. Elle ne fait pas partie du gouvernement fédéral et ne reçoit aucune instruction ni de l'exécutif ni du parlement.

Critères de vérification

Contrôle de performance

En Allemagne, la nature du contrôle des finances publiques a évolué avec le temps. Auparavant, il s'agissait surtout d'une vérification financière a posteriori. Il y a plusieurs décennies, la loi a imposé la **performance** comme critère supplémentaire. Depuis, le contrôle de performance est au centre de nos travaux et, même si nous continuons d'enrichir nos connaissances dans ce domaine, nous pouvons appliquer des décennies d'expérience en matière d'économie, d'efficience et d'efficacité.

Les vérificateurs ne se contentent pas d'examiner les montants d'un compte ou de tel ou tel poste de recette ou de dépense, mais analysent aussi les **opérations** et les **programmes** sous-jacents. Avec cette vérification opérationnelle de la gestion financière globale du gouvernement fédéral, les contrôles gagnent en **actualité** et en **précision**. Le contrôle de performance porte sur des aspects entièrement nouveaux et comprend l'examen de la **structure**, des **opérations** et de la **gestion des ressources humaines**. Il est axé sur des **évaluations de programmes**, des **contrôles d'efficacité**, des **contrôles d'efficience** et des **analyses des risques**. Nous utilisons les conclusions tirées des vérifications pour conseiller le parlement et le gouvernement. Dans de nombreux rapports, l'ISC allemande présente les enseignements tirés de missions de vérification antérieures pour éclairer les questions et les problèmes actuels de gestion financière.

Contrôle financier

Le contrôle de performance est complété par un contrôle de **régularité** et de **conformité** au cours duquel les opérations publiques sont jaugées par rapport aux documents d'appui et aux dispositions légales, règles et règlements applicables. Un élément essentiel du contrôle financier est la certification des comptes fédéraux.

Actualité du contrôle

L'approche retenue par l'ISC allemande vise à obtenir des résultats contribuant à améliorer l'action future et non de simples critiques des insuffisances du passé.

Notre bilan en tant que vérificateur extérieur des comptes d'organisations internationales

Expérience acquise lors de la vérification des comptes de l'ONU

Le président de l'ISC allemande était l'un des trois membres du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU de 1989 à 1992. Dix-sept vérificateurs l'ont aidé dans cette tâche. La vérification portait sur les comptes annuels et la gestion financière de l'**Organisation des Nations Unies** et de certains organismes tels que le **Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)**, le **Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)**, le **Centre du commerce international (CCI)** et l'**Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)**. Les missions comportaient la collecte de données dans les bureaux extérieurs et auprès de projets de développement de l'ONU dans le monde entier.

De 1994 à 2002, l'ISC allemande a aussi vérifié les comptes de l'**ONUDI**, M. Hauser étant le vérificateur extérieur. Depuis le 1^{er} juillet 2004, le vice-président de l'ISC allemande exerce le mandat de **Vérificateur extérieur des comptes de l'Agence internationale de l'énergie atomique**. Ce mandat a ensuite été renouvelé et son équipe est en train de finaliser la vérification des comptes de l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008. Il remettra son cinquième rapport en tant que Vérificateur extérieur des comptes de l'Agence le 31 mars 2009 pour examen par le CPB du Conseil des gouverneurs début mai.

Autres missions internationales de vérification

L'ISC allemande a eu à vérifier des projets internationaux très variés. Ces dernières années, elle a participé, par exemple, à la vérification de l'**Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN)**, de l'**Agence spatiale européenne (ESA)**, de l'**Institut franco-allemand de recherches de Saint-Louis (ISL)**, de l'**Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (EUROCONTROL)**, de l'**Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques (EUMETSAT)**, de l'**Union de l'Europe occidentale (UEO)**, de l'**Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR)**, du **Centre européen de prévisions météorologiques à moyen terme (CEPMET)**, de l'**Office européen des brevets**, de l'**Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)** et des **offices franco-allemand et germano-polonais pour la jeunesse**. En outre, des membres de notre personnel sont détachés auprès du **Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN**, de la **Cour des comptes européenne** et du **Conseil de l'Europe**.

Participation à INTOSAI/EUROSAI

L'ISC allemande est membre de l'**Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI)**, dont font partie les institutions supérieures de contrôle de la plupart des pays membres de l'ONU. Nous avons accueilli à Berlin, en 1989, le 13^e Congrès mondial de l'INTOSAI, auquel ont assisté des participants de plus de 130 pays et organisations internationales. Le président de l'ISC allemande a été **président du Comité directeur de l'INTOSAI** de 1989 à 1992. En outre, l'ISC allemande est membre de l'**Organisation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Europe (EUROSAI)**, groupe de travail régional de l'INTOSAI. Nous avons accueilli le VI^e congrès de l'EUROSAI à Bonn en 2005, et notre président exerce depuis les fonctions de président de l'EUROSAI.

Coopération internationale

Traditionnellement, nous coopérons largement avec d'autres institutions supérieures de contrôle sur une base bilatérale et multilatérale. Nos pays partenaires comprennent la Fédération de Russie, la Chine, la Roumanie, la Bulgarie et la Jordanie, pour ne citer que ceux-là. En outre, nous présidons le groupe de travail de l'EUROSAI sur le contrôle coordonné des subventions fiscales qui compte 17 membres dans toute l'Europe. Nous présidons également le sous-comité de l'INTOSAI chargé de promouvoir les meilleures pratiques et l'assurance de la qualité à travers des examens par des pairs volontaires entre les institutions supérieures de contrôle.

Répondre aux besoins de l'AIEA en matière de vérification

Pour la vérification des comptes de l'AIEA, l'ISC allemande se servira de l'expérience et des compétences qu'elle a acquises dans le cadre de ses activités de vérification nationales et internationales. Celles-ci couvrent les questions techniques ainsi que le contrôle de performance dans tous les domaines de travail de l'Agence. Nous appuyons fermement l'approche de la gestion basée sur les résultats et souhaiterions accompagner encore l'Agence dans sa rationalisation des activités dans les domaines de la coopération technique et de la technologie de l'information. Le Bundesrechnungshof joue un rôle de premier plan en ce qui concerne l'introduction et la vérification de la gestion basée sur les résultats en Allemagne. Nous suivons l'évolution de ce mode de gestion et donnons continuellement des conseils au parlement et au gouvernement. En outre, nous avons une vaste expérience de toutes sortes de questions financières et de la vérification des états financiers en général.

Enfin, compte tenu des prescriptions juridiques dans notre pays, l'ISC allemande s'occupe actuellement d'un changement des procédures de comptabilité nationale et pourrait donc tirer parti de l'expérience acquise dans ce domaine pour la mise en œuvre des IPSAS à l'Agence.

Notre approche de la vérification

Nous procéderons à la vérification selon les meilleures pratiques professionnelles.

Nous planifions, préparons et menons les vérifications, et faisons rapport sur leurs résultats, conformément aux normes internationales acceptées. Nos vérificateurs travaillent en coopération avec la direction et les vérificateurs internes de l'AIEA, et entendent bien continuer ainsi.

Expérience spéciale des organismes des Nations Unies

Notre participation au Comité des commissaires aux comptes de l'ONU de 1989 à 1992 nous a donné une excellente occasion de nous familiariser avec les particularités des organismes des Nations Unies. Pour la vérification de l'ONUDI, nous avons examiné – outre les aspects financiers – toutes les questions de performance sur une période de huit ans, et notamment l'efficacité des systèmes de contrôle internes ainsi que des questions financières telles que la gestion des liquidités et des investissements, les procédures d'achat, le TEI et les problèmes de gestion du personnel et les opérations extérieures de l'ONUDI (examen mené au siège et lors de six missions auprès de projets de

l'ONUDI en Asie, Amérique du Sud et Afrique).

Pour la vérification des comptes de l'AIEA, l'ISC allemande procède à des examens continus de tous les grands domaines des activités de l'Agence. Ses plans prévoient qu'elle étende ultérieurement ces examens à toutes les questions pertinentes et importantes au cours des années.

Notre stratégie de vérification pour l'AIEA

Équipe de vérification

Nous constituerons une équipe de vérificateurs ayant une expérience internationale et ayant participé à la vérification d'organismes des Nations Unies. L'équipe sera conduite par un directeur de la vérification extérieure et deux responsables de la vérification et composée de 13 vérificateurs principaux tous diplômés de l'université dans diverses disciplines. Ils ont acquis une riche expérience lors des missions de vérification qu'ils ont effectuées à l'AIEA et sur le terrain dans 20 pays depuis l'automne 2004. Cette expérience s'appuie sur une formation intensive dans tous les secteurs pertinents pour la vérification des comptes de l'AIEA. À partir de mars 2009, le directeur de la vérification extérieure sera vérificateur résident à Vienne, ce qui assurera des consultations et une coopération étroites avec l'Agence.

L'équipe est capable de travailler en allemand et en anglais, et partiellement en russe, en espagnol et en français. Elle est représentative des vastes connaissances spécialisées disponibles à l'ISC allemande dans tous les domaines de la vérification du secteur public. Certains vérificateurs ont travaillé dans le secteur privé. Nous pouvons répondre aux besoins de l'AIEA en matière de contrôle financier approfondi ainsi qu'à ses exigences techniques en affectant à la vérification un personnel ayant une excellente expérience du contrôle financier au niveau national et de toutes sortes de contrôles de performance. Le Vérificateur extérieur, en tant que vice-président de l'ISC allemande, occupe une fonction similaire à celle de vérificateur général².

² Contrairement au vérificateur général adjoint des ISC anglo-saxonnes, le vice-président du Bundesrechnungshof a **mêmes rang et fonction** que le président en ce qui concerne les questions de vérification.

Méthodes de vérification

Nos activités de vérification seront basées sur les méthodes suivantes :

Contrôle financier

Le contrôle financier vise principalement à vérifier que les états financiers présentent convenablement la situation financière en fin d'exercice, et qu'ils ont été préparés conformément aux directives et politiques comptables, appliquées de la même manière que pendant l'exercice financier précédent.

Le contrôle financier reposera sur des procédures analytiques, comprenant un examen détaillé des états financiers, un examen du système de contrôle interne de l'Agence et des vérifications par sondage des transactions et des pièces comptables. Pour le contrôle financier, nous utilisons un logiciel commercial.

Contrôle de performance

La première étape d'un contrôle de performance consiste à en déterminer les thèmes en procédant à une analyse des tâches. On identifie les domaines présentant un impact et des risques financiers élevés pour l'organisation. D'autres thèmes peuvent apparaître à la suite des discussions avec les responsables et de la collecte d'informations auprès des services de gestion fonctionnelle et programmatique.

Les contrôles de performance couvrent l'ensemble des activités de l'AIEA. Nous les évaluerons par rapport aux critères d'économie, d'efficience et d'efficacité. Pour que nos propres activités soient aussi efficaces que possible, nous envisagerons de demander l'appui d'ISC de pays en développement lorsque des examens spéciaux dans le domaine des opérations seront nécessaires.

Le rapport global entre les deux types de contrôles sera d'environ deux tiers pour un tiers. En conséquence, notre équipe a des qualifications financières et techniques.

L'évaluation du risque comme élément de la conduite des vérifications

Les forces et les faiblesses des contrôles internes des systèmes financiers de l'Agence seront évaluées pour déterminer la probabilité d'erreurs graves. Les résultats de cette évaluation nous aident à

déterminer le niveau de preuve dont nous avons besoin pour étayer l'opinion du vérificateur, à concentrer nos efforts sur les domaines à haut risque et à améliorer le rapport coût-efficacité des sondages de vérification.

Normes professionnelles à appliquer aux vérifications

Nous procéderons à la vérification de l'AIEA conformément aux normes de vérification internationalement acceptées. Ces normes ont été spécialement adaptées à la situation particulière des organismes des Nations Unies par le Groupe de vérificateurs externes des Nations Unies.

Pour le contrôle financier, nous appliquerons pour le moment les normes comptables du système des Nations Unies (UNSAS) adoptées par le Groupe de vérificateurs externes des Nations Unies. Cependant, le passage aux IPSAS fait déjà partie de nos priorités. Dans le cadre de la coopération avec le personnel de l'AIEA, nous consultons en permanence l'équipe du projet IPSAS. On peut en donner comme exemple la mise au point de procédures comptables spécifiques, dont nous recommandons la discussion à un stade précoce. En outre, nous choisissons parmi les thèmes de vérification potentiels ceux qui sont intéressants pour le passage aux IPSAS. Nous soutenons une application parallèle, en traitant certains domaines comme l'assurance maladie après la cessation de service dans la perspective du passage aux IPSAS.

Autres détails

Coopération avec les services de vérification et de supervision internes

Nous avons établi des relations de travail étroites avec le Bureau des services de supervision interne (OIOS). Afin d'éviter les doubles emplois, nous utilisons les informations fournies par ce bureau et échangeons nos constatations et rapports. Quant à la vérification de certains fonds, le vérificateur extérieur peut envisager de s'en remettre aux travaux menés par les vérificateurs internes.

Un exemple de la coopération étroite entre les vérificateurs internes et externes est l'objectif de l'amélioration de la gouvernance de la TI, qui a été recommandé tant par l'OIOS que par le Vérificateur extérieur.

Rapports

À la fin de l'exercice financier, nous présenterons un rapport au Conseil des gouverneurs conformément à l'article 12.08 du Règlement financier et au mandat additionnel régissant la vérification des comptes de l'AIEA.

Avant de faire rapport aux organes directeurs de l'AIEA, nous communiquerons bien sûr à la direction toute information pertinente, en la conseillant sur la façon d'améliorer le fonctionnement quotidien de l'AIEA et en lui donnant la possibilité de répondre.

Missions de vérification

Le Bundesrechnungshof n'est pas très éloigné de Vienne. L'équipe aura besoin de peu de temps et de ressources financières pour voyager. Cela nous permettra de conduire des missions de vérification pas seulement une fois par an, mais fréquemment et toute l'année.

Nous pourrions répondre rapidement à toute demande d'examen spécial, effectuer ce type d'examen chaque fois que nous en verrons la nécessité, et faire des recommandations non pas une fois par an, mais le plus rapidement possible.

Nous aimerions baser nos observations sur des informations que nous avons recueillies non seulement de sources écrites, mais aussi de contacts personnels avec des représentants de l'AIEA, notamment le Bureau des services de supervision interne.

Dans ce contexte, nous tenons à souligner que nous ne demandons que le remboursement des frais pour les jours de travail effectif à l'AIEA. La présence de M. Hauser aux réunions des organes directeurs n'est pas prise en compte. Tout le travail effectué au Bundesrechnungshof sera à titre gracieux ; « nombre de jours de travail » signifie « nombre de jours de travail à l'AIEA ».

E Honoraires demandés et estimation du nombre de mois de travail pour la période financière 2010-2011
--

Notre offre pour 2008 et 2009

Pour 2008 et 2009, nous fournissons le service suivant à l'AIEA :

Nbre de jours de travail par an	Nbre de gestionnaires de la vérification	Nbre de vérificateurs principaux	Honoraires 2008-2009 (euros)
700	2	13	251 320

L'offre du Bundesrechnungshof pour 2010 et 2011

Nous offrons à l'Agence les services de l'ISC allemande pour 2010 et 2011 sur la base d'une croissance réelle nulle (le taux d'inflation jusqu'à la fin de 2009 est estimé à seulement 1,5 % par an) aux conditions suivantes :

Nbre de jours de travail par an	Nbre de gestionnaires de la vérification	Nbre de vérificateurs principaux	Honoraires 2010-2011 (euros)
700	2	13	260 000

Il n'y aurait pas d'augmentation des honoraires pour la seconde année du mandat.

Éléments essentiels de notre offre

- Notre approche de la vérification va au-delà du contrôle financier. Elle est axée sur l'économie, l'efficacité et l'efficacé. Ce sont des éléments essentiels pour une gestion financière saine, une gestion par objectifs et une performance élevée de l'organisation. L'expérience montre que le contrôle de performance tend à produire des constatations très importantes, et donc des économies, dans des domaines qu'un simple contrôle financier ne traite pas. Nous avons une vaste expérience du contrôle de performance et nous y consacrerions les deux tiers de nos travaux.
- Outre notre opinion à la suite de la vérification, nous formulons des recommandations plutôt que de nous contenter de critiques en fin d'exercice au moment où de l'argent a pu être déjà gaspillé.
- Nos honoraires sont calculés sur une base fiable et transparente et correspondent uniquement au remboursement des coûts directs réels occasionnés par une approche équilibrée et globale de la vérification.
- Notre offre comprend 700 jours de travail à l'AIEA, sur place à Vienne. C'est ce dont nous pensons avoir besoin pour un travail de haute qualité. Cela exclut les jours consacrés aux tâches de préparation et de suivi au siège du Bundesrechnungshof, à Bonn, qui ne sont pas facturés. Le directeur de la vérification extérieure est le vérificateur résident à Vienne, ce qui assure des consultations et une coopération étroites avec l'Agence.
- Notre équipe a une grande expérience de la vérification d'organisations internationales.
- Nous pourrions assurer le suivi de nos travaux. Cela couvrirait notamment l'introduction des IPSAS, l'application du système de planification des ressources, des modalités nouvelles, plus solides, de sécurité et de gouvernance de la technologie de l'information, une performance améliorée du Département de la coopération technique, la protection et la gestion des avoirs, les effets de l'augmentation des contributions volontaires, en particulier leur impact sur l'utilisation des ressources budgétaires. En outre, le Bundesrechnungshof est en train de discuter avec la Commission européenne et la Cour des comptes européenne de la manière d'éviter une répétition du travail de vérification due au fait que la Commission exige des visites de vérification des organismes des Nations Unies (voir la partie B ci-dessus).

À notre avis, cette offre complète, basée uniquement sur le recouvrement des coûts et ne comportant aucune augmentation en termes réels de nos honoraires, est hautement compétitive, et met l'accent sur la qualité et un bon rapport coût-efficacité pour l'AIEA.

Par conséquent, nous demandons aux États Membres de bien vouloir renouveler le mandat du Bundesrechnungshof pour deux autres années. Nous aurons alors atteint tous les objectifs de notre plan de vérification à long terme. En même temps, nous pourrions faire en sorte que le Secrétariat exécute les tâches urgentes convenues conformément à nos recommandations passées.

[signé]

Norbert Hauser
Vice-Président
Bundesrechnungshof
Allemagne

Mission permanente de l'Inde

Remis par messenger

La mission permanente de l'Inde auprès des organisations internationales à Vienne présente ses compliments à l'Agence internationale de l'énergie atomique et a l'honneur de se référer à la note du Secrétariat 2008/Note 36, du 16 décembre 2008, et de lui adresser ci-joint la candidature du Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde pour occuper les fonctions de vérificateur extérieur des comptes de l'Agence pour les exercices 2010 et 2011.

La mission permanente de l'Inde auprès des organisations internationales à Vienne saisit cette occasion pour renouveler à l'Agence internationale de l'énergie atomique les assurances de sa très haute considération.

[Sceau]

29 janvier 2009

Agence internationale de l'énergie atomique
(À l'attention de M. Mohamed ElBaradei, Directeur général)
Wagramer Strasse 5
1400 Vienne

**Proposition de désignation
comme Vérificateur extérieur des comptes**

**de l'Agence internationale de l'énergie atomique
(AIEA)**

Pour les exercices 2010 et 2011

Par le Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde

JANVIER 2009

Table des matières

Section	Sujet
1.	Introduction du Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde
2.	Curriculum vitae du Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde
3.	Qualifications des principaux membres de l'équipe de vérification
4.	Activités nationales et internationales
5.	Information sur nos compétences particulières
6.	Notre connaissance du secteur
7.	Approche, procédures et normes de vérification
8.	Honoraires et mois de travail

1. Introduction du Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde

J'ai l'honneur de soumettre à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ma proposition officielle concernant la vérification extérieure des comptes de l'organisation pour les exercices 2010 et 2011.

Je m'engage à fournir des services professionnels de haute qualité à un coût raisonnable et je donne l'assurance que je tiendrai cet engagement.

Notre expérience internationale en la matière comprend la vérification des comptes de l'Organisation des Nations Unies de 1993 à 1999, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de 2002 à 2008, de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) de 1997 à 2003, et du Centre international de génie génétique et de biotechnologie (CIGGB) de 1996 à 2004. Actuellement, nous vérifions les comptes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'Organisation maritime internationale (OMI) et de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT).

Nos spécialistes sont des vérificateurs et des comptables expérimentés et nous avons une vaste réserve de professionnels qualifiés en comptabilité, finance, administration des affaires et droit. Le large mandat de mon organisme s'étend à la vérification de toutes les transactions financées par des fonds publics, y compris l'attestation des états financiers, la vérification de l'optimisation des ressources et l'évaluation de la conformité aux règles et règlements. Nos vérificateurs TI certifiés ont eu l'occasion de faire rapport sur des systèmes TI complexes, tant en Inde que pour les organisations internationales vérifiées. Nous avons une solide expertise des contrôles de performance et procédons à des évaluations indépendantes de la mesure dans laquelle un programme ou une organisation fonctionne avec efficacité et efficience, compte dûment tenu des aspects économiques. Nos solides références professionnelles comprennent la connaissance des normes comptables internationales telles que les Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS). Avec les organisations que nous vérifions actuellement, nous sommes engagés dans le passage aux IPSAS et nous sommes en relation permanente avec elles en ce qui concerne les aspects techniques de la comptabilité.

Mon organisme a reçu le prix Jorg Kandustch de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques en considération de ses compétences professionnelles et de ses contributions.

Je sou mets la présente proposition à l'aimable attention de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Notre objectif est de devenir un partenaire stratégique et apprécié de l'organisation s'agissant de son programme visant à accroître l'efficacité et l'efficacité de ses opérations.

[signé]

Vinod Rai
Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde

Janvier 2009

2. Curriculum Vitae de M. Vinod Rai, Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde

M. Vinod Rai a pris ses fonctions de Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde le 7 janvier 2008. Il a une vaste et longue expérience acquise en diverses capacités dans les gouvernements fédéral et d'États. Il occupait précédemment le poste de secrétaire au Ministère des finances du gouvernement indien, chargé de la gestion du secteur des services financiers. Il a fait partie du conseil d'administration de sociétés publiques et privées, dont la Banque nationale de l'Inde et la Life Insurance Corporation of India. Il a aussi été secrétaire principal (finances) du gouvernement de l'État du Kerala et a occupé plusieurs postes supérieurs dans le gouvernement indien aux ministères du commerce et de la défense.

Entre autres responsabilités au niveau international, M. Rai est membre du Groupe mixte de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies et du Comité directeur de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI). Il est président de la Commission sur le partage des connaissances de l'INTOSAI et de son Groupe de travail sur la vérification de la TI. Il est aussi membre de la Commission des normes professionnelles et de la Sous-Commission sur le contrôle de conformité de l'INTOSAI. Il est membre du Groupe de travail sur le contrôle écologique et du Groupe de travail sur les partenariats public-privé. Il est aussi secrétaire général de l'Organisation asiatique des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ASOSAI).

M. Vinod Rai (né le 23 mai 1948) a une maîtrise en économie de l'École d'économie de l'Université de Delhi. Il est titulaire d'une maîtrise en administration publique de l'Université Harvard (États-Unis).

M. Rai est un bon joueur de tennis et ses autres centres d'intérêt comprennent le jardinage, le trekking et l'alpinisme.

3. Qualifications des principaux membres de l'équipe de vérification

Le personnel qui sera désigné pour la vérification des comptes de l'AIEA sera choisi parmi un ensemble de spécialistes expérimentés et bien qualifiés. Ils ont de solides compétences en ce qui concerne la planification, l'exécution et la présentation des résultats de contrôles financiers, de conformité et d'optimisation des ressources couvrant des programmes techniques et sociaux, des organismes scientifiques, des entreprises privées, des sociétés, etc. Les professionnels disponibles pour la vérification des comptes de l'AIEA relèvent de deux catégories :

A. Directeurs et gestionnaires de la vérification :

Les directeurs et gestionnaires de la vérification de notre organisme possèdent de solides références professionnelles :

- Nomination initiale sur concours au niveau national.
- Formation rigoureuse de deux ans après le recrutement dans des domaines tels que la comptabilité, la vérification comptable, la gestion financière, la comptabilité des coûts et la comptabilité de gestion, les techniques quantitatives, la technologie de l'information, l'administration fiscale, le droit fiscal et le droit commercial. Les connaissances sont testées par des examens professionnels.
- Formation périodique en cours d'emploi tant dans le pays qu'à l'étranger.
- Formations reçues à l'étranger : programmes du Bureau de la comptabilité du gouvernement des États-Unis et du Bureau du vérificateur général du Canada ; formation au contrôle de la gestion financière et de la technologie de l'information au Royaume-Uni ; études universitaires supérieures au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Australie dans des domaines tels que la gestion, l'économie et la finance ; formation spécialisée financée par la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement.
- Expérience de la vérification d'organisations internationales telles que le Siège de l'ONU, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, les missions de maintien de la paix, le compte des livraisons de pétrole de l'Iraq, l'Université des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation maritime internationale (OMI), l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et le Centre international de génie génétique et de biotechnologie (CIGGB).

B. Superviseurs de la vérification et vérificateurs :

Le personnel de cette catégorie procède à des vérifications des comptes en Inde. Il possède de très solides références professionnelles.

- Il est recruté sur concours et promu après des évaluations de performance rigoureuses.
- Il reçoit une formation initiale en finance, droit, comptabilité et vérification des comptes. Ses compétences dans ces domaines sont constamment améliorées par une formation professionnelle de niveau supérieur et des tests et des évaluations périodiques. Les connaissances sont testées par des examens professionnels.
- Le personnel de cette catégorie a des qualifications en comptabilité et finance, et quelque 500 de ses membres sont diplômés en droit.
- L'ensemble du personnel a une grande expérience des contrôles financiers et de conformité, ainsi que de la vérification de l'optimisation des ressources. Il a aussi l'expérience de la

- vérification d'organisations internationales.
- Solides compétences en TI et vérification de la TI.

Qualifications :

Nous tenons à souligner d'autres points forts de notre personnel de vérification :

- Nous avons plus de 10 500 spécialistes de la vérification et du contrôle comptables, dont quelque 2 000 ont des diplômes supérieurs en comptabilité, finance, administration des affaires et droit. Environ 650 professionnels procèdent à des vérifications d'attestation d'entreprises du secteur public. Plus de 50 d'entre eux possèdent des certifications internationales : vérificateur interne, vérificateur de systèmes d'information, responsable de la sécurité de l'information, contrôleur de fraude, etc.
- Tous les professionnels ont de solides compétences en informatique et beaucoup d'entre eux savent utiliser des applications telles que les systèmes ERP comme SAP et Oracle Financials dans un environnement client/serveur. Ils sont experts en vérification de la technologie de l'information et savent très bien utiliser des techniques de vérification assistée par ordinateur comme IDEA, SQL, TOAD, etc. Leurs compétences sont démontrées par les plus de 350 vérifications de ce type exécutées en Inde au cours des cinq dernières années. Nos spécialistes de la vérification de la TI ont aussi été détachés auprès d'autres ISC pour les aider à renforcer leurs fonctions à cet égard.
- Nos spécialistes ont une vaste expérience de la vérification, du fait de l'étendue de notre mandat.

Le personnel inclus dans notre proposition occupe les fonctions suivantes :

- Directeurs principaux.
- Gestionnaires de la vérification.
- Superviseurs de la vérification et vérificateurs.

Tous les membres des équipes de vérification qui seront affectées à l'AIEA ont une bonne connaissance de l'anglais.

Formation et expérience

Dispositions en matière de formation professionnelle continue

Nous attachons la plus grande importance à la formation professionnelle continue de notre personnel. Les vérificateurs reçoivent une formation initiale rigoureuse et leurs compétences sont constamment mises à jour par une formation de niveau supérieur, des tests périodiques et des évaluations confiées à un réseau d'instituts de formation à travers le pays. Notre politique est que le personnel affecté à la vérification d'organisations internationales doit recevoir une formation spécifique.

- Le Centre international des systèmes d'information et de vérification des comptes (iCISA), institut de formation établi par le Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde dans la banlieue de Delhi avec des installations techniques d'un très haut niveau, est chargé de la formation des professionnels spécialisés affectés à la vérification d'organisations internationales. Outre qu'il dispense une formation concernant les normes internationales de comptabilité et de vérification des comptes, l'échantillonnage statistique et les techniques de vérification des comptes, l'iCISA dispose aussi d'une base de données Oracle contenant des données ressemblant de près aux données financières des organisations internationales. En outre, en cas de besoin, des professionnels sélectionnés ont été envoyés dans des instituts de formation réputés pour recevoir une formation spécialisée aux fonctionnalités d'Oracle

Financials.

- L'Académie nationale de la vérification des comptes et de la comptabilité est un établissement dispensant une formation de très haut niveau aux directeurs et aux gestionnaires de la vérification. L'académie organise des cours professionnels pour les gestionnaires de la vérification nouvellement recrutés, ainsi que des cours de recyclage et des cours spécialisés.
- La formation est aussi assurée par le biais d'un réseau national d'instituts et centres régionaux de formation. Ils s'occupent essentiellement de la formation des superviseurs de la vérification, des vérificateurs et du personnel d'appui.
- L'organisation envoie un nombre important de ses professionnels suivre des programmes de formation à l'étranger. Il s'agit de formations organisées par l'INTOSAI, l'ASOSAI et des institutions supérieures de contrôle des finances publiques comme le Bureau de la comptabilité du gouvernement des États-Unis, le Bureau national de vérification des comptes du Royaume-Uni et le Bureau du vérificateur général du Canada.
- Notre organisation recourt régulièrement à des séminaires et des ateliers pour mettre à jour et compléter les compétences et l'expertise de notre personnel de vérification. Cela permet de diffuser les meilleures pratiques et d'échanger des informations et des données d'expérience en mettant l'accent sur des domaines particuliers tels que la vérification de la TI, les contrôles de performance et les modalités de la vérification des comptes.

Nous envoyons aussi notre personnel participer à des séminaires organisés par d'autres institutions tant en Inde qu'à l'étranger, en particulier à ceux de l'INTOSAI et de ses commissions et à ceux de l'ASOSAI.

On trouvera ci-dessous une liste représentative des professionnels qui ont déjà une vaste expérience des organismes des Nations Unies et qui pourraient être utilisés pour la vérification des comptes de l'AIEA :

DIRECTEURS DE LA VÉRIFICATION	GESTIONNAIRES DE LA VÉRIFICATION	SUPERVISEURS DE LA VÉRIFICATION/ VÉRIFICATEURS
1. Mme K. Ganga 2. M. Gautam Guha 3. M. K.R. Sriram 4. M. N. Nagarajan 5. M. R.G. Vishwanathan	1. Mme C. Sailaja 2. M. M.S. Subramanyam 3. M. Sandip Roy 4. M. Ashutosh Sharma 5. M. G. Srinivas 6. M. Neeraj Kumar	1. M. B.K. Sethi 2. M. Ajay Kumar 3. M. UPS Sisodia 4. M. Satish Kumar Chugh 5.Mme Vatsala Ramakrishnan

Les curriculum vitae de ces personnes sont présentés séparément.

4. Activités nationales et internationales

Activités nationales

L'ISC indien a plus d'une centaine d'années, son statut actuel lui ayant été conféré au moment où la Constitution de l'Inde est entrée en vigueur, le 26 janvier 1950. Le Contrôleur et Vérificateur général (CVG) est le chef désigné de l'ISC indien. La fonction a été créée par la Constitution pour faire en sorte que les diverses autorités relevant du gouvernement agissent, en toutes matières financières, conformément à la Constitution et aux lois et règlements adoptés dans son cadre. La Constitution de l'Inde et les lois élaborées dans son cadre garantissent totalement l'indépendance de cette fonction.

Jouant le rôle principal dans la conduite du processus de gouvernance, le CVG est responsable de la vérification des comptes du gouvernement et des activités connexes, dont :

- Toutes les administrations fédérales, y compris les entreprises publiques telles que les chemins de fer et les postes et télécommunications.
- Toutes les services des États ; les États jouissent de l'autonomie financière et ont des budgets distincts.
- Plus de 1 600 entreprises commerciales publiques contrôlées par le gouvernement fédéral et les États.
- Plus de 350 organismes et autorités autonomes non commerciaux contrôlés par le gouvernement fédéral et les États.
- Plus de 4 800 organismes et autorités financés en grande partie par le gouvernement fédéral et les États.
- Plus de 3 000 organismes locaux, grands et moyens, responsables d'activités municipales.

Les activités de vérification du CVG couvrent les contrôles financiers, les contrôles de performance et les contrôles de conformité.

Le CVG a un double rôle. Premièrement, au nom du législateur, il veille à ce que l'exécutif applique, dans la lettre et dans l'esprit, les diverses lois adoptées par le législateur et, deuxièmement, au nom de l'exécutif, il veille à ce que les autorités subsidiaires se conforment aux lois et décrets publiés par lui. Toutefois, le CVG, en tant que chef du Département indien de la vérification des comptes et de la comptabilité, ne représente ni le législateur ni l'exécutif. Il s'agit d'une fonction indépendante établie par la Constitution.

Le CVG est nommé par le Président de l'Inde par décret et prête serment de respecter la Constitution et les lois adoptées dans ce cadre. Il ne peut être démis de ses fonctions que par un processus constitutionnel. Son mandat est de six ans à partir de la date à laquelle il entre en fonctions.

Le CVG présente ses rapports de vérification concernant le gouvernement fédéral et les États au Président de l'Inde et aux gouverneurs des États respectivement, qui les transmettent aux parlements fédéral et des États.

Afin de protéger l'indépendance et l'autonomie du CVG, la Constitution de l'Inde prévoit que les dépenses du bureau du CVG ne sont pas soumises à un vote au parlement. Le budget est établi sur la base de l'activité programmée du bureau et couvre le renforcement des capacités et l'amélioration des infrastructures.

Le CVG bénéficie d'une indépendance complète pour formuler le plan de travail de son organisation. Les éléments ci-après méritent d'être notés :

- La loi de 1971 sur les devoirs, les pouvoirs et les conditions de service du CVG dispose expressément que la nature, la portée et l'étendue de la vérification sont décidées par le CVG.
- Il a pour responsabilité de fixer les normes et d'établir les procédures de comptabilité et de vérification du secteur public en Inde, et notamment de prescrire les formes dans lesquelles le gouvernement doit tenir ses comptes.
- Les travaux sont menés en conformité de la vision stratégique globale pour le département.
- La vérification est exécutée par le biais de plus d'une centaine d'équipes de terrain. Habituellement, une équipe de terrain a des responsabilités spécialisées en matière de vérification et chacune a différentes unités se spécialisant en contrôle financier, contrôle de performance ou contrôle de conformité.
- Les équipes de terrain formulent leurs plans de travail sur la base d'une étude des entités à vérifier et après avoir consulté les organisations soumises à la vérification.
- La préparation des plans de travail concernant les contrôles de performance repose principalement sur l'évaluation des risques, qui sert alors à sélectionner les unités à vérifier, la priorité à attribuer à chaque unité et les ressources à mobiliser pour chaque mission.
- Les plans de vérification détaillent les objectifs d'ensemble et la portée de la vérification, les activités de chaque mission, les besoins en ressources, les résultats escomptés et les calendriers de travail et de réalisation.
- Les plans de travail sont examinés et discutés au siège de l'organisation avant d'être définitivement approuvés.

Le CVG n'est soumis ni à l'autorité du parlement ni à celle de l'exécutif pour la préparation et l'exécution de son programme de travail.

Le CVG a mis en place des alliances stratégiques avec un certain nombre d'organismes de normalisation :

- Il est représenté au conseil d'administration de l'Institut des experts-comptables indiens, principale organisation professionnelle des vérificateurs du secteur privé en Inde.
- Il est président d'honneur de l'Institut des vérificateurs publics d'Inde, principale organisation professionnelle des vérificateurs publics.
- Le CVG a établi un Conseil consultatif des normes de comptabilité publique, qui est chargé de formuler et de faire connaître les normes comptables concernant le gouvernement indien sur la base de la comptabilité d'exercice après avoir examiné les IPSAS correspondantes. Ce conseil a récemment publié une analyse des lacunes des comptes publics indiens par rapport aux normes internationales de comptabilité.
- Le Contrôleur et Vérificateur général adjoint est membre élu du conseil des IPSAS.

Activités internationales

Nous avons une longue expérience de la vérification des comptes d'organisations internationales. Il s'agit notamment de l'Organisation des Nations Unies (ONU) de 1993 à 1999, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de 2002 à 2008, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de 2004 à 2012, de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) de 2000 à 2010, de l'Organisation maritime internationale (OMI) de 2000 à 2012, de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) de 1997 à 2003 et du Centre international de génie génétique et de biotechnologie (CIGGB) de 1996 à 2004. Cela nous a permis de constituer un groupe spécialisé de professionnels ayant l'expérience de la vérification d'organismes des Nations Unies, avec des connaissances approfondies des normes, procédures, systèmes financiers et autres opérations concernant les organisations internationales.

Au plan international, le CVG est membre des organisations de normalisation suivantes :

- **Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI).** Il est membre du conseil d'administration de l'INTOSAI et président de la Commission sur le partage des connaissances et les services de connaissance, ainsi que du Groupe de travail sur la vérification de la TI. Il est membre de la Commission des normes professionnelles de l'INTOSAI et de la sous-commission des contrôles de conformité. Il est aussi membre des groupes de travail sur la vérification de la privatisation, la réglementation économique et les partenariats public-privé, le contrôle écologique et la stratégie de communication de l'INTOSAI. Il a donc été étroitement associé à des travaux sur la fixation et la révision de normes, l'établissement de pratiques de vérification et la préparation de principes directeurs pour la vérification.
- **Organisation asiatique des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ASOSAI).** Il est secrétaire général de l'ASOSAI et membre de son conseil d'administration. Il est étroitement associé aux activités de formation, de recherche et de publication de l'ASOSAI dans le domaine de la vérification des finances publiques.
- **Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique.** Il est membre de ce groupe et donc étroitement associé à ses activités de définition de normes, de meilleures pratiques et de principes directeurs dans le domaine de la vérification des comptes des organisations internationales.
- **Groupe de travail mondial des vérificateurs généraux des comptes.** Le CVG est membre de ce groupe de haut niveau de vérificateurs généraux qui s'est créé pour examiner les questions courantes et nouvelles qui se posent en matière de vérification face aux nouveaux enjeux comme la mondialisation, la privatisation et la croissance de la technologie de l'information.

5. Information sur nos compétences particulières

Les qualifications de nos professionnels sont complétées par des compétences particulières que nous pensons posséder en ce qui concerne la vérification des comptes de l'AIEA.

I. Vérification de la TI

Notre position parmi les meilleurs dans le monde en matière de vérification de la technologie de l'information est internationalement reconnue et nos méthodes sont référencées dans les meilleures pratiques internationales.

- Le Contrôleur et Vérificateur général de l'Inde est président du Groupe de travail sur la vérification de la TI, qui est l'organisation principale pour les vérificateurs généraux (ou leurs équivalents) dans le monde. La présidence a été confiée à l'Inde du fait de sa compétence reconnue dans ce domaine. Le CVG aide aussi plusieurs ISC à créer des capacités en vérification de la TI par le biais d'activités de formation et du détachement d'experts.
- Au niveau national, ont été réalisées plus de 350 vérifications de systèmes de TI avec diverses plateformes et bases de données ; le COBIT a été choisi comme cadre de la vérification de la TI dans le pays. Des vérifications étendues de vastes systèmes distribués de bases de données, d'applications sur ordinateur central et d'ERP, dont Oracle Financials et SAP, de sociétés du classement Fortune-500 ont été réalisées parallèlement aux vérifications de la sécurité de l'information à l'aide de BS7799.
- Notre équipe de vérificateurs a reçu le « prix du Premier Ministre pour l'excellence en administration publique » pour sa vérification de la technologie de l'information en 2006/07.
- Plus de 200 rapports de vérification ont été établis sur des systèmes de TI critiques et complexes, couvrant la planification, l'exécution des programmes et des questions spécifiques comme la sécurité de l'information.
- Nous avons un grand nombre de collaborateurs qui sont des vérificateurs certifiés de systèmes informatiques en plus des 500 spécialistes de la vérification de la TI (vérificateurs des niveaux II et III selon la définition de la Commission de la vérification de la TI de l'INTOSAI). Ils savent très bien utiliser des techniques de vérification assistée par ordinateur comme IDEA, SQL, TOAD, etc.
- Les professionnels affectés à la vérification des comptes d'organisations internationales sont tout à fait compétents pour mener des vérifications dans un environnement informatisé. Les membres de ces équipes ont mené des vérifications du système intégré d'information de gestion du siège de l'ONU à New York, et des systèmes ATLAS, PIREs et HRMS. Une autre mission importante a consisté à évaluer le degré de préparation de l'ONU face au problème du bogue de l'an 2000.
- Nous avons procédé à des vérifications des systèmes ERP utilisant SAP et Oracle à l'OMS, à la FAO et à l'OMI. Dans le cas de l'OMS, outre une étude détaillée des processus du projet qui a mis en lumière plusieurs zones de risque, nous avons récemment procédé à une vérification du nettoyage et de la conversion de données avec le nouveau progiciel ERP pour donner des assurances à l'organisation et aux vérificateurs externes quant au processus de conversion des données.

II. Application des Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS)

- Nos spécialistes de la vérification du secteur public connaissent bien divers cadres comptables comme les IFRS, les normes comptables de l'Institut des experts-comptables indiens et les IPSAS.
- Nous avons acquis des compétences dans la vérification d'états financiers établis selon les UNSAS.
- Avec leur connaissance des UNSAS, des normes indiennes et des IPSAS, les professionnels de l'ISC indien sont particulièrement bien placés pour faciliter l'adoption des IPSAS par l'ONU et ses institutions.
- En outre, comme notre objectif ultime est de fournir un produit professionnel de haute valeur ajoutée, chaque membre de l'équipe de vérification choisi pour des vérifications internationales reçoit une formation aux IPSAS dans le cadre de notre programme de formation professionnelle continue, pour les organismes des Nations Unies en collaboration avec l'Institut des experts-comptables indiens. À ce jour, plus d'une centaine de personnes ont été formées.
- Nous sommes les vérificateurs extérieurs de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'une des premières à avoir adopté les IPSAS, et de l'Organisation maritime internationale (OMI), où les IPSAS doivent entrer en vigueur en janvier 2010.
- Nous entretenons un dialogue bilatéral régulier avec ces organisations sur leur approche de la mise en œuvre des IPSAS et nous les conseillons selon que de besoin.

III. Contrôle de performance (optimisation des ressources)

- Nous accordons beaucoup d'importance au contrôle de performance, afin d'évaluer l'efficacité et l'efficacité des programmes et des activités en ce qui concerne les aspects économiques.
- Nous procédons à des contrôles de performance depuis plusieurs décennies sur divers thèmes pour toute la gamme des programmes du secteur public.
- Nous avons présenté au parlement indien plus de 20 rapports sur l'optimisation des ressources concernant des questions telles que le profil électronucléaire du Département de l'énergie atomique, la gestion des biens et la gestion des déchets.
- Nous avons l'expérience de la vérification de l'optimisation des ressources dans des organisations internationales telles que la FAO et l'OMS. Les vérifications portaient sur le fonctionnement du mécanisme de supervision, l'acquisition de services de consultants, la sous-traitance et les services d'achat.

6. Notre connaissance du secteur

L'AIEA est la principale instance intergouvernementale au monde pour la coopération scientifique et technique dans le domaine des utilisations pacifiques de la technologie nucléaire. Depuis sa création en 1957, elle s'est engagée dans le contrôle et la promotion des utilisations de l'énergie atomique. Au fil des ans, par ses programmes, ses services et ses activités, elle a cherché à répondre aux besoins de ses États Membres.

L'étude des documents de l'Agence et de son interaction avec les organismes gouvernementaux nous a permis d'apprécier les initiatives essentielles qu'elle lance, en particulier le passage aux IPSAS avec pour corollaire les modifications des systèmes financiers et de TI.

Nous avons une large compréhension du secteur, car nous avons l'expérience de la vérification du Département de l'énergie atomique (DAE) en Inde depuis 1954. Depuis 1980, nous avons une équipe sur place qui se consacre à la vérification des activités complexes du DAE, avec une cinquantaine de professionnels spécialisés dans la vérification du secteur de l'énergie atomique. Cette connaissance est constamment mise à jour grâce à des programmes de formation, à des séminaires et à l'interaction avec nos scientifiques. Cette équipe a exécuté d'importants programmes de vérification qui ont contribué à améliorer le fonctionnement du DAE.

On peut citer quelques-unes des initiatives importantes en matière de vérification :

Centre de recherche atomique Bhabha (BARC). Fonctionnement et configuration de réacteurs de recherche (1987), fonctionnement de l'installation de béryllium (1993), configuration et fonctionnement d'une installation de dessalement nucléaire (2007) et exécution des activités de R-D (1998).

Complexe du combustible nucléaire (NFC). Fonctionnement du NFC en ce qui concerne toutes ses activités (1997).

Conseil de l'eau lourde (HWB). Fixation des coûts de production de l'eau lourde (2004).

Programme électronucléaire. Profil électronucléaire du DAE (1998), performance de la Nuclear Power Corporation pour ce qui est de l'exploitation de ses centrales (1988, 1991, 1992, 2000), exécution de la deuxième étape du réacteur surgénérateur à neutrons rapides (1992), activités de recherche-développement dans les domaines nouveaux des lasers, des accélérateurs et des applications des radio-isotopes (2007).

Entreprises du secteur public de l'énergie. La vérification s'étend chaque année aux activités de ces entreprises publiques depuis leur constitution en sociétés anonymes, y compris Uranium Corporation of India Ltd., Nuclear Power Corporation of India Ltd. et Indian Rare Earths Limited.

7. Approche, procédures et normes de vérification

La pratique que nous suivons en tant que vérificateur extérieur des comptes de diverses organisations internationales est de constituer des équipes de vérification dont les membres sont choisis parmi nos professionnels, qui sont envoyées pour des missions de vérification spécifiques. Pour choisir les membres de ces équipes, nous tenons compte de leurs qualifications et de leur expérience précédente de la vérification d'organisations internationales, ainsi que d'une présélection et d'un examen rigoureux de leurs performance/tests/entretiens. Le Contrôleur et Vérificateur général de l'Inde est partisan de l'égalité entre les sexes et fait en sorte que les femmes soient représentées adéquatement dans les équipes de vérification à tous les niveaux. Les équipes de vérification des comptes de l'AIEA seraient composées :

- D'un directeur de la vérification, ayant le titre de directeur principal/comptable général au sein de l'organisation, qui est normalement responsable du contrôle de l'ensemble d'un gouvernement d'État ou d'un groupe d'administrations fédérales ;
- D'un ou de plusieurs gestionnaires de la vérification, ayant le titre de directeur/comptable général adjoint au sein de l'organisation, qui est normalement responsable du contrôle d'un gouvernement d'État, d'administrations fédérales ou d'entreprises commerciales ;
- De superviseurs de la vérification ou de vérificateurs, ayant le titre de vérificateurs au sein de l'organisation, qui sont membres des équipes chargées de contrôles de certification/performance individuels.

Notre proposition comporte la vérification annuelle des comptes de l'AIEA. La portée de la vérification sera la suivante :

- **Contrôle financier** : comprend les fonctions d'attestation des états financiers et la formulation d'une opinion sur les états financiers, y compris ceux préparés dans le cadre des Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS).
- **Contrôle de performance (optimisation des ressources)** : couvre la vérification de divers secteurs, et consiste notamment à déterminer si les programmes et les projets ont atteint les objectifs visés au coût optimal, en s'étendant aux aspects économiques, à l'efficacité et à l'efficacité ; et
- **Contrôle de conformité** : inclut la vérification par rapport aux ouvertures de crédits et l'évaluation de la conformité aux règles et règlements applicables.

La vérification sera menée selon un processus en trois étapes.

Planification

- L'établissement d'un ordre de priorité des secteurs à contrôler selon les dépenses en jeu et le caractère d'actualité, ainsi que des secteurs prévus dans le Règlement financier ;
- L'évaluation de l'environnement de contrôle interne, y compris les services de supervision et de vérification internes, et la détermination de la mesure dans laquelle il y sera fait appel et, sur cette base, de la nature et de l'ampleur des sondages de corroboration.

Chaque équipe de vérification élaborera un plan de vérification indiquant la portée et les objectifs de sa mission particulière, les secteurs visés, le calendrier des activités et la définition exacte des tâches de chaque membre de l'équipe. L'exécution du plan sera suivie dans chaque cas pour faire en sorte que la vérification soit achevée de manière efficiente et efficace. Un exemplaire des directives pour les vérifications internationales utilisées par le Contrôleur et Vérificateur général de l'Inde est joint en *annexe* pour référence.

Activités de terrain

Les activités de terrain commenceront par une conférence de mise en route au cours de laquelle le plan de vérification sera discuté avec le chef de l'unité et, en cas de besoin, des modifications convenues. Les activités de terrain seront effectuées au Siège de l'AIEA, à Vienne (Autriche), ainsi que dans les emplacements extérieurs, selon que de besoin. Des vérifications distinctes seront aussi effectuées pour les fonds gérés par l'Agence. Les vérifications seront exécutées de façon à obtenir des assurances sur les points suivants : exactitude des états financiers, conformité aux règles et règlements et adéquation des contrôles financiers internes et, de manière générale, économie, efficacité et efficacité en ce qui concerne l'administration et la gestion de l'Agence. Cela comporterait la collecte de preuves par examen des dossiers financiers (aussi bien manuels qu'informatisés) et de la documentation connexe, analyse des tendances et des écarts, nouvelle réalisation des calculs, entretiens avec les membres clés du personnel, etc.

Les équipes chargées de la vérification sur place bénéficieront de l'appui de spécialistes pour de courtes périodes dans le cadre de séances d'information, d'ateliers, de séminaires et de cours, et sous forme d'instructions écrites. Notre équipe d'experts de base fournira aussi un appui en ce qui concerne les méthodes de contrôle informatique et les techniques statistiques.

Rapports

Pour l'élaboration des rapports de vérification, nous nous conformerons aux prescriptions énoncées à l'article 12.08 du Règlement financier et aux paragraphes 6 à 9 du mandat additionnel régissant la vérification des comptes de l'AIEA.

Les principales étapes de la présentation des rapports seraient les suivantes :

- Les constatations préliminaires seraient portées à l'attention de la direction de l'AIEA sous la forme d'observations des vérificateurs pour commentaires ;
- Une conférence de fin aura lieu avec le chef de l'unité pour discuter des résultats de la vérification et des recommandations et, si nécessaire, des modifications convenues ;
- Après prise en compte des réponses reçues, des notes de gestion seront envoyées au coordonnateur responsable désigné ;
- Sur la base de la réponse de l'organisation aux notes de gestion et des discussions à la conférence de fin, un projet de rapport de vérification sera adressé au coordonnateur responsable ;
- Le rapport final sera soumis au Conseil des gouverneurs après incorporation de la réponse du coordonnateur responsable.

En présentant les conclusions de la vérification, nous ferons, le cas échéant, des recommandations constructives. La publication des rapports sera précédée de discussions et de consultations approfondies avec la direction. Les cadres auront toute possibilité de répondre aux points soulevés dans les observations.

Pour la vérification d'organisations internationales comme l'AIEA, le Contrôleur et Vérificateur général de l'Inde tient compte des normes suivantes :

- Des normes communes de vérification et des principes directeurs publiés par le Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique ;

- Des normes de vérification de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) ;
- Des normes internationales de vérification (ISA) de la Fédération internationale des experts-comptables (IFAC) ;
- Du cadre des Normes comptables de l'ONU/Normes internationales d'information financière (IFRS) et des normes comptables applicables à l'organisation, c'est-à-dire les Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) de l'IFAC.

La conformité aux normes de vérification acceptées au plan international et des méthodes de vérification éprouvées forment la base de l'assurance que nous donnons de fournir des services professionnels de haute qualité à l'AIEA.

8. Honoraires et mois de travail

Nous demanderons des honoraires de 248 000 euros pour la vérification des comptes des exercices 2010-2011. Ces honoraires sont calculés sur la base d'un remboursement total des dépenses liées à la vérification et comprennent tous les coûts mentionnés dans la note 2008/Note 36 du Secrétariat.

Pour ces honoraires, nous estimons que nous consacrerons un total de 40 mois de travail pour la vérification des comptes de 2010-2011, comme suit :

Nbre de directeurs de la vérification	Nbre de gestionnaires de la vérification	Superviseurs de la vérification/vérificateurs
5	7	7

Ces honoraires sont calculés en supposant que l'Agence nous fournira toutes les facilités d'usage pour la conduite de la vérification.

Le calcul des mois de travail et des honoraires est basé sur les jours ouvrables de l'AIEA et ne tient pas compte des travaux connexes menés à notre siège.

CURRICULUM VITAE

Nom	M ^{me} K. Ganga		
Âge	50 ans		
Diplômes universitaires (Établissement, diplôme, dates, etc.)	Diplôme	Établissement	Date
	M.A.		
Affiliation à une association professionnelle : (Nom de l'association, date d'adhésion)	1.	Membre des Services indiens de vérification comptable et de comptabilité	
	2.	Contrôleur des finances publiques	
Titre actuel	Directrice principale		
Années d'expérience	Nombre d'années		
a. Organismes des Nations Unies	2 ans 6 mois		
b. Autres organismes			
• Secteur public	24 ans 8 mois		
• Secteur privé			
TOTAL	27 ans 2 mois		
Connaissances linguistiques	Très bon	Bon	Moyen
Langues			
Hindi	√		
Anglais	√		
Français			
Espagnol			
Arabe			

Récapitulation de l'expérience professionnelle et des compétences pertinentes :

- Mme Ganga travaille avec nous depuis 1981 et a plus de 27 ans d'expérience de la vérification dans le secteur public.
- Elle a acquis une importante expérience de la vérification externe des organisations internationales pour avoir vérifié les comptes de l'ONU en deux occasions.
- Elle a l'expérience de la vérification des comptes de diverses organisations internationales en tant que chef de l'équipe de vérification.
- Elle a été directrice principale de la vérification au Bureau indien de vérification à Londres pendant deux ans et s'est occupée de divers rapports.
- Elle a suivi le programme de maîtrise en études de défense de l'Université de Madras, organisé par le Collège de la défense nationale.

CURRICULUM VITAE

Nom	M. Gautam Guha		
Âge	52 ans		
Diplômes universitaires (Établissement, diplôme, dates, etc.)	Diplôme	Établissement	Date
	M.A. (anglais)		
Affiliation à une association professionnelle : (Nom de l'association, date d'adhésion)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Membre des Services indiens de vérification comptable et de comptabilité 2. Contrôleur des finances publiques 3. Analyste certifié de systèmes informatiques (CISA) 		
Titre actuel	Directeur principal		
Années d'expérience	Nombre d'années		
a. Organismes des Nations Unies	1 an 11 mois		
b. Autres organismes			
• Secteur public	25 ans 3 mois		
• Secteur privé			
TOTAL	27 ans 2 mois		
Connaissances linguistiques	Très bon	Bon	Moyen
Langues			
Hindi	√		
Anglais	√		
Français	√		
Espagnol			
Arabe			

Récapitulation de l'expérience professionnelle et des compétences pertinentes :

- M. Guha travaille avec nous depuis 1981 et a plus de 27 ans d'expérience de la vérification dans le secteur public.
- Pendant deux ans, il a été directeur de la vérification extérieure de la FAO à Rome. Pendant son séjour à Rome, il a préparé divers types de rapports et s'est occupé de tous les aspects du travail de vérification internationale.
- Il a aussi acquis une importante expérience de la vérification externe des organisations internationales pour avoir vérifié les comptes de l'ONU.

CURRICULUM VITAE

Nom	M. K.R. Sriram		
Âge	43 ans		
Diplômes universitaires (Établissement, diplôme, dates, etc.)	Diplôme	Établissement	Date
	Licence en ingénierie Maîtrise en administration des affaires		
Affiliation à une association professionnelle : (Nom de l'association, date d'adhésion)	Analyste certifié de systèmes informatiques (CISA), vérificateur interne certifié (CIA), membre des Services indiens de vérification comptable et de comptabilité et contrôleur des finances publiques.		
Titre actuel	Directeur principal		
Années d'expérience	Nombre d'années		
a. Organismes des Nations Unies	3 mois		
b. Autres organismes			
• Secteur public	21 ans 2 mois		
• Secteur privé			
TOTAL	21 ans 5 mois		
Connaissances linguistiques	Très bon	Bon	Moyen
Langues			
Tamil	√		
Anglais	√		
Français			
Espagnol			
Arabe			

Récapitulation de l'expérience professionnelle et des compétences pertinentes :

- M. Sriram travaille avec nous depuis 1987 et a plus de 21 ans d'expérience de la vérification dans le secteur public.
- Il a aussi acquis une importante expérience de la vérification externe des organisations internationales pour avoir vérifié les comptes de l'ONU.
- Il s'est occupé de tous les aspects de la vérification internationale pendant deux ans en tant que directeur (relations internationales). Il a préparé des rapports sur diverses organisations internationales.
- Il a été détaché auprès de l'ISC d'Oman pendant six ans de 1998 à 2004 en tant qu'expert TI.
- Il est actuellement directeur principal de la vérification pour les ministères de l'économie et des services à New Dehli.

CURRICULUM VITAE

Nom	M. N. Nagarajan		
Âge	45 ans		
Diplômes universitaires (Établissement, diplôme, dates, etc.)	Diplôme	Établissement	Date
	Maîtrise de sciences		
Affiliation à une association professionnelle : (Nom de l'association, date d'adhésion)	Analyste certifié de systèmes informatiques (CISA), vérificateur interne certifié (CIA), contrôleur de fraude certifié (CFE), responsable certifié de la sécurité de l'information (CISM). Membre des Services indiens de vérification comptable et de comptabilité et contrôleur des finances publiques.		
Titre actuel	Directeur principal		
Années d'expérience	Nombre d'années		
a. Organismes des Nations Unies	3 mois		
b. Autres organismes			
• Secteur public	19 ans 2 mois		
• Secteur privé			
TOTAL	19 ans 5 mois		
Connaissances linguistiques	Très bon	Bon	Moyen
Langues			
Tamil	√		
Anglais	√		
Français	√		
Espagnol			
Arabe			
Récapitulation de l'expérience professionnelle et des compétences pertinentes :			
•	M. Nagarajan travaille avec nous depuis 1989 et a plus de 19 ans d'expérience de la vérification dans le secteur public.		
•	Il a aussi acquis une importante expérience de la vérification externe des organisations internationales pour avoir vérifié les comptes de l'ONU.		
•	C'est un expert de la vérification de la TI et de l'examen des fraudes et il a été détaché auprès du gouvernement mauricien en tant qu'expert de la vérification de la TI.		

CURRICULUM VITAE

Nom	M. A.M. Bajaj		
Âge	41 ans		
Diplômes universitaires (Établissement, diplôme, dates, etc.)	Diplôme	Établissement	Date
	Licence de commerce Expert-comptable		
Affiliation à une association professionnelle : (Nom de l'association, date d'adhésion)	Vérificateur interne certifié (CIA), membre des Services indiens de vérification comptable et de comptabilité et contrôleur des finances publiques.		
Titre actuel	Directeur principal		
Années d'expérience	Nombre d'années		
a. Organismes des Nations Unies	3 mois		
b. Autres organismes			
• Secteur public	17 ans 1 mois		
• Secteur privé			
TOTAL	17 ans 4 mois		
Connaissances linguistiques	Très bon	Bon	Moyen
Langues			
Hindi	√		
Anglais	√		
Français	√		
Espagnol			
Arabe			

Récapitulation de l'expérience professionnelle et des compétences pertinentes :

- M. Bajaj travaille avec nous depuis 1991 et a plus de 17 ans d'expérience de la vérification.
- Il a été directeur adjoint et directeur de l'un de nos instituts de formation et responsable à cette époque de la formation dans le domaine de la vérification de la TI.
- Il est spécialiste de la vérification de la TI et a reçu une formation dans ce domaine au Royaume-Uni. Il est aussi formateur spécialisé en vérification de la TI et il a donné un cours international sur ce sujet à du personnel de plusieurs pays d'Asie, du Pacifique et d'Afrique. Il a aussi formé du personnel du bureau mauricien de vérification à la vérification de la TI.
- Il a une importante expérience de la vérification des recettes et des entreprises provinciales.
- Il a fait partie de l'équipe de vérification chargée de vérifier l'exécution du programme, le budget et les comptes de l'ONU.

CURRICULUM VITAE

Nom	M ^{me} C. Sailaja		
Âge	41 ans		
Diplômes universitaires (Établissement, diplôme, dates, etc.)	Diplôme	Établissement	Date
	Maîtrise M. Phil.		
Affiliation à une association professionnelle : (Nom de l'association, date d'adhésion)	Analyste certifié de systèmes informatiques (CISA), membre des Services indiens de vérification comptable et de comptabilité et contrôleur des finances publiques.		
Titre actuel	Directrice		
Années d'expérience	Nombre d'années		
a. Organismes des Nations Unies	3 mois		
b. Autres organismes			
• Secteur public	14 ans 0 mois		
• Secteur privé			
TOTAL	14 ans 3 mois		
Connaissances linguistiques	Très bon	Bon	Moyen
Langues			
Hindi	√		
Anglais	√		
Français			
Espagnol			
Arabe			

Récapitulation de l'expérience professionnelle et des compétences pertinentes :

- M^{me} Sailaja travaille avec nous depuis 1994 et a plus de 14 ans d'expérience de la vérification dans le secteur public.
- Elle a aussi acquis une importante expérience de la vérification externe des organisations internationales.
- Elle a vérifié les comptes d'un projet de la Banque mondiale deux fois.

CURRICULUM VITAE

Nom	M. M.S. Subrahmanyam		
Âge	44 ans		
Diplômes universitaires (Établissement, diplôme, dates, etc.)	Diplôme	Établissement	Date
	Licence en droit, licence de commerce ICWA (comptabilité des coûts et de gestion) et secrétaire de compagnie (finances)		
Affiliation à une association professionnelle : (Nom de l'association, date d'adhésion)	Analyste certifié de systèmes informatiques (CISA), vérificateur interne certifié (CIA), contrôleur de fraude certifié (CFE), responsable certifié de la sécurité de l'information (CISM), membre des Services indiens de vérification comptable et de comptabilité et contrôleur des finances publiques.		
Titre actuel	Directeur		
Années d'expérience	Nombre d'années		
a. Organismes des Nations Unies	2 mois		
b. Autres organismes			
• Secteur public	13 ans 10 mois		
• Secteur privé			
TOTAL	14 ans		
Connaissances linguistiques	Très bon	Bon	Moyen
Langues			
Telugu	√		
Anglais	√		
Français			
Espagnol			
Arabe			

Récapitulation de l'expérience professionnelle et des compétences pertinentes :

- M. Subrahmanyam travaille avec nous depuis 1994 et a 14 ans d'expérience de la vérification dans le secteur public.
- Il a aussi acquis une importante expérience de la vérification externe des organisations internationales pour avoir vérifié les comptes de l'ONU.
- Il est expert de la vérification de la TI et de l'examen des fraudes et a été formé au Bureau national de vérification des comptes (Royaume-Uni).

CURRICULUM VITAE

Nom	M. Sandip Roy		
Âge	41 ans		
Diplômes universitaires (Établissement, diplôme, dates, etc.)	Diplôme	Établissement	Date
	B. Tech.		
Affiliation à une association professionnelle : (Nom de l'association, date d'adhésion)	Analyste certifié de systèmes informatiques (CISA), vérificateur interne certifié (CIA), contrôleur de fraude certifié (CFE), responsable certifié de la sécurité de l'information (CISM), membre des Services indiens de vérification comptable et de comptabilité et contrôleur des finances publiques.		
Titre actuel	Comptable général adjoint		
Années d'expérience	Nombre d'années		
a. Organismes des Nations Unies	3 mois		
b. Autres organismes			
• Secteur public	13 ans 1 mois		
• Secteur privé			
TOTAL	13 ans 4 mois		
Connaissances linguistiques	Très bon	Bon	Moyen
Langues			
Bangla	√		
Anglais	√		
Français			
Espagnol	√		
Arabe			
Récapitulation de l'expérience professionnelle et des compétences pertinentes :			
<ul style="list-style-type: none"> • M. Roy travaille avec nous depuis 1995 et a plus de 13 ans d'expérience de la vérification dans le secteur public. • Il a aussi acquis une importante expérience de la vérification externe des organisations internationales. • Il est expert en vérification de la TI et examen des fraudes. 			

CURRICULUM VITAE

Nom	M. Ashutosh Sharma		
Âge	36 ans		
Diplômes universitaires (Établissement, diplôme, dates, etc.)	Diplôme	Établissement	Date
	Licencié en médecine et licencié ès sciences (MBBS)		
Affiliation à une association professionnelle : (Nom de l'association, date d'adhésion)	Analyste certifié de systèmes informatiques (CISA), vérificateur interne certifié (CIA), membre des Services indiens de vérification comptable et de comptabilité et contrôleur des finances publiques.		
Titre actuel	Directeur		
Années d'expérience	Nombre d'années		
a. Organismes des Nations Unies	2 mois		
b. Autres organismes			
• Secteur public	11 ans 2 mois		
• Secteur privé			
TOTAL	11 ans 4 mois		
Connaissances linguistiques	Très bon	Bon	Moyen
Langues			
Hindi	√		
Anglais	√		
Français			
Espagnol			
Arabe			

Récapitulation de l'expérience professionnelle et des compétences pertinentes :

- M. Sharma travaille avec nous depuis 1997 et a plus de 11 ans d'expérience de la vérification dans le secteur public.
- Il a aussi acquis une importante expérience de la finalisation de rapports sur des organisations internationales.
- Il a été détaché auprès du Bureau de la comptabilité du gouvernement des États-Unis.
- Il est expert de la vérification de la TI et a procédé à l'OMS à une vérification de la mise en place de la suite bureautique d'Oracle (ERP).

CURRICULUM VITAE

Nom	M. G. Srinivas		
Âge	39 ans		
Diplômes universitaires (Établissement, diplôme, dates, etc.)	Diplôme	Établissement	Date
	Experts-comptables, ICWA (comptabilité des coûts et de gestion) et licence de commerce		
Affiliation à une association professionnelle : (Nom de l'association, date d'adhésion)	Analyste certifié de systèmes informatiques (CISA), vérificateur interne certifié (CIA), ICSI (final), vérification des systèmes informatiques, membre des Services indiens de vérification comptable et de comptabilité et contrôleur des finances publiques.		
Titre actuel	Directeur		
Années d'expérience	Nombre d'années		
a. Organismes des Nations Unies	3 mois		
b. Autres organismes			
• Secteur public	11 ans 1 mois		
• Secteur privé			
TOTAL	11 ans 4 mois		
Connaissances linguistiques	Très bon	Bon	Moyen
Langues			
Telugu	√		
Anglais	√		
Français			
Espagnol			
Arabe			

Récapitulation de l'expérience professionnelle et des compétences pertinentes :

- M. Srinivas travaille avec nous depuis 1997 et a plus de 11 ans d'expérience de la vérification dans le secteur public.
- Il a aussi acquis une importante expérience de la vérification externe des organisations internationales pour avoir vérifié les comptes de l'ONU.
- Il a été détaché auprès du Bureau de la comptabilité du gouvernement des États-Unis.
- Il est expert des contrôles financiers, de la vérification de la TI et des questions relatives aux IPSAS.

CURRICULUM VITAE

Nom	M. Neeraj Kumar		
Âge	37 ans		
Diplômes universitaires (Établissement, diplôme, dates, etc.)	Diplôme	Établissement	Date
	Licence ès sciences		
Affiliation à une association professionnelle : (Nom de l'association, date d'adhésion)	Analyste certifié de systèmes informatiques (CISA), vérificateur interne certifié (CIA), membre des Services indiens de vérification comptable et de comptabilité et contrôleur des finances publiques.		
Titre actuel	Directeur		
Années d'expérience	Nombre d'années		
a. Organismes des Nations Unies	3 mois		
b. Autres organismes			
• Secteur public	11 ans 1 mois		
• Secteur privé			
TOTAL	11 ans 4 mois		
Connaissances linguistiques	Très bon	Bon	Moyen
Langues			
Hindi	√		
Anglais	√		
Français			
Espagnol			
Arabe			

Récapitulation de l'expérience professionnelle et des compétences pertinentes :

- M. Kumar travaille avec nous depuis 1997 et a plus de 11 ans d'expérience de la vérification dans le secteur public.
- Il a aussi acquis une importante expérience de la vérification externe des organisations internationales pour avoir vérifié les comptes de l'ONU à deux reprises. Il a procédé à l'OMS à une vérification de la mise en place de la suite bureautique d'Oracle (ERP), qui a été appréciée par l'organisation.
- Il est expert des contrôles financiers et de la vérification de la TI.

CURRICULUM VITAE

Nom	M. B.K. Sethi		
Âge	56 ans		
Diplômes universitaires (Établissement, diplôme, dates, etc.)	Diplôme	Établissement	Date
	Licence ès sciences de l'Université du Punjab		
Affiliation à une association professionnelle : (Nom de l'association, date d'adhésion)	Membre de l'Institut des experts-comptables indiens, membre du service des comptes subordonnés et contrôleur des finances publiques.		
Titre actuel	Vérificateur principal (commerce)		
Années d'expérience	Nombre d'années		
a. Organismes des Nations Unies	3 mois		
b. Autres organismes			
• Secteur public	32 ans 0 mois		
• Secteur privé			
TOTAL	32 ans 3 mois		
Connaissances linguistiques	Très bon	Bon	Moyen
Langues			
Hindi	√		
Anglais	√		
Français			
Espagnol			
Arabe			

Récapitulation de l'expérience professionnelle et des compétences pertinentes :

- M. Sethi travaille avec nous depuis 1976 et a plus de 32 ans d'expérience de la vérification dans le secteur public.
- Il a aussi acquis une importante expérience de la vérification externe des organisations internationales.

CURRICULUM VITAE

Nom	M. Ajay Kumar		
Âge	50 ans		
Diplômes universitaires (Établissement, diplôme, dates, etc.)	Diplôme	Établissement	Date
	Licence de commerce Expert-comptable		
Affiliation à une association professionnelle : (Nom de l'association, date d'adhésion)	Membre de l'Institut des experts-comptables indiens, membre du service des comptes subordonnés et contrôleur des finances publiques.		
Titre actuel	Vérificateur principal (commerce)		
Années d'expérience	Nombre d'années		
a. Organismes des Nations Unies	3 mois		
b. Autres organismes			
• Secteur public	25 ans 6 mois		
• Secteur privé			
TOTAL	25 ans 9 mois		
Connaissances linguistiques	Très bon	Bon	Moyen
Langues			
Hindi	√		
Anglais	√		
Français			
Espagnol			
Arabe			
Récapitulation de l'expérience professionnelle et des compétences pertinentes :			
•	M. Kumar travaille avec nous depuis 1983 et a plus de 25 ans d'expérience de la vérification dans le secteur public.		
•	Il a aussi acquis une importante expérience de la vérification externe des organisations internationales.		

CURRICULUM VITAE

Nom	M. U.P.S Sisodia		
Âge	49 ans		
Diplômes universitaires (Établissement, diplôme, dates, etc.)	Diplôme	Établissement	Date
	Licence de commerce		
Affiliation à une association professionnelle : (Nom de l'association, date d'adhésion)	1. Membre du Service des comptes subordonnés		
	2. Contrôleur des finances publiques		
Titre actuel	Vérificateur principal (commerce)		
Années d'expérience	Nombre d'années		
a. Organismes des Nations Unies	3 mois		
b. Autres organismes			
• Secteur public	25 ans 6 mois		
• Secteur privé			
TOTAL	25 ans 9 mois		
Connaissances linguistiques	Très bon	Bon	Moyen
Langues			
Hindi	√		
Anglais	√		
Français			
Espagnol			
Arabe			
Récapitulation de l'expérience professionnelle et des compétences pertinentes :			
•	M. Sisodia travaille avec nous depuis 1983 et a plus de 25 ans d'expérience de la vérification dans le secteur public.		
•	Il a aussi acquis une importante expérience de la vérification externe des organisations internationales.		

CURRICULUM VITAE

Nom	M. Satish Kumar Chugh		
Âge	58 ans		
Diplômes universitaires (Établissement, diplôme, dates, etc.)	Diplôme	Établissement	Date
	B. Com. (Hon.),	Université de Delhi	1970
Affiliation à une association professionnelle : (Nom de l'association, date d'adhésion)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Membre du Service des comptes subordonnés 2. Contrôleur des finances publiques 		
Titre actuel	Vérificateur principal (commerce)		
Années d'expérience	Nombre d'années		
a. Organismes des Nations Unies	3 mois		
b. Autres organismes			
• Secteur public	37 ans 2 mois		
• Secteur privé			
TOTAL	37 ans 5 mois		
Connaissances linguistiques	Très bon	Bon	Moyen
Langues			
Hindi	√		
Anglais	√		
Français			
Espagnol	√		
Arabe			

Récapitulation de l'expérience professionnelle et des compétences pertinentes :

- M. Chugh travaille avec nous depuis 1971 et a plus de 37 ans d'expérience de la vérification dans le secteur public.
- Il a aussi acquis une importante expérience de la vérification externe des organisations internationales (en deux occasions).

CURRICULUM VITAE

Nom	M ^{me} Vatsala Ramakrishnan		
Âge	53 ans		
Diplômes universitaires (Établissement, diplôme, dates, etc.)	Diplôme	Établissement	Date
	B. Com.	Université de Madurai	1975
Affiliation à une association professionnelle : (Nom de l'association, date d'adhésion)	1. Membre du Service des comptes subordonnés		
	2. Contrôleur des finances publiques		
Titre actuel	Vérificatrice principale (commerce)		
Années d'expérience	Nombre d'années		
a. Organismes des Nations Unies	3 mois		
b. Autres organismes			
• Secteur public	31 ans 1 mois		
• Secteur privé			
TOTAL	31 ans 4 mois		
Connaissances linguistiques	Très bon	Bon	Moyen
Langues			
Tamil	√		
Anglais	√		
Français			
Espagnol			
Arabe			
Récapitulation de l'expérience professionnelle et des compétences pertinentes :			
•	Mme Vatsala travaille avec nous depuis 1977 et a plus de 31 ans d'expérience de la vérification dans le secteur public.		
•	Elle a aussi acquis une importante expérience de la vérification externe des organisations internationales.		

Bureau du Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde
Directives concernant la vérification internationale

- | | |
|--|---|
| 1 Types de vérification | Une vérification internationale comporte normalement :
Contrôle financier
Contrôle de performance
Vérification d'attestation
Vérification spéciale |
| 2 Contrôle financier | Le contrôle financier a pour principal objectif la formulation d'une opinion sur les états financiers, y compris les états intermédiaires. Il peut aussi comprendre : <ol style="list-style-type: none"> 1. Présentation de rapports détaillés sur tout élément, solde de compte ou article appartenant aux états financiers ; 2. Présentation de rapports sur le traitement des transactions par les organisations. |
| 3 Contrôle de performance | Le contrôle de performance comporte une évaluation objective de l'exécution d'un programme/projet. Il peut avoir plus d'un objectif, à savoir l'évaluation de l'efficacité, de l'économie et de l'efficience, et les questions de conformité. Habituellement, il aboutit à un rapport détaillé comprenant des constatations, des conclusions et des recommandations si nécessaire. |
| 4 Vérification d'attestation/ vérification spéciale | Il s'agit de deux types de vérification où le vérificateur doit procéder selon un mandat spécifique, sans exclure nécessairement la portée et les objectifs du contrôle financier. Les modalités de la vérification doivent être conçues en tenant compte du mandat spécifique. |
| 5 Plan de vérification | Le plan de vérification est l'une des étapes les plus importantes de la vérification ; c'est un document essentiel. Un plan de vérification doit être consigné par écrit et tel que l'on puisse contrôler l'exécution effective de la vérification en la comparant au plan. Le plan de vérification comprend notamment les parties suivantes : <ol style="list-style-type: none"> a) Portée de la vérification ; b) Caractéristiques importantes de l'entité, ses principales activités, ses performances financières ; c) Politique et procédures comptables de l'entité ; d) Connaissances cumulées du vérificateur sur les systèmes comptables et de contrôle interne de l'entité ; e) Évaluation escomptée des risques inhérents et de contrôle et identification des principaux domaines à vérifier ; f) Niveaux d'importance relative ; g) Identification de domaines comptables complexes ; |

- h) **Programme de vérification indiquant la nature, le calendrier et la portée des activités de vérification prévues pour appliquer l'ensemble du plan de vérification ;**
- i) **Calendrier du programme de vérification ;**
- j) **Personnel et responsabilités individuelles dans le cadre du programme de vérification.**

La présentation du plan de vérification approuvée par le CVG de l'Inde peut être suivie.

L'équipe de vérification doit finaliser le plan au moins 15 jours avant son départ.

Le plan de vérification est un document dynamique et il est tout à fait possible qu'une partie du plan soit modifiée au cours de la vérification. Toutes les modifications doivent être consignées par écrit et autorisées par le chef d'équipe. Les raisons de ces modifications doivent aussi être indiquées. Dans la mesure du possible, des justificatifs appropriés doivent être fournis.

6 Interaction avec l'entité soumise à vérification : conférence de mise en route

Chaque vérification doit commencer par une conférence de mise en route :

- a) **Lors de cette conférence, l'entité doit être informée du plan général de vérification ;**
- b) **Elle doit être informée des modalités prévues et du calendrier de la vérification ;**
- c) **Le point de contact de l'entité doit être établi ;**
- d) **L'équipe de vérification doit faire en sorte que les représentants de l'entité expriment leurs préoccupations, en particulier celles du chef de l'entité ;**
- e) **L'équipe de vérification doit surtout écouter les représentants de l'entité plutôt que parler ;**
- f) **Dans la mesure du possible, seul le chef d'équipe doit intervenir pendant la conférence de mise en route ;**
- g) **Le chef d'équipe doit charger l'un des membres de l'équipe de prendre des notes pendant la conférence ;**
- h) **La conférence de mise en route doit être organisée à l'avance (courriels, etc.) ;**
- i) **Un exemplaire des minutes de la conférence doit être remis au représentant de l'entité de rang le plus élevé participant à la conférence ;**
- j) **L'équipe de vérification doit être unie pendant la conférence de mise en route ;**
- k) **L'équipe de vérification doit se réunir pour décider des points à soulever pendant la conférence de mise en route ; un bref procès-verbal de cette réunion doit être établi ;**
- l) **Si, pour une raison quelconque, la conférence de mise en route n'a pas lieu, il faut en avvertir le siège et le mentionner dans le projet de note de gestion ;**
- m) **Si la conférence de mise en route n'a pas lieu du fait des membres de l'équipe de vérification, le chef**

d'équipe est personnellement responsable d'en avertir le directeur principal (relations internationales) du bureau du CVG de l'Inde, qui en informe le CVG.

- 7 Interaction avec l'entité soumise à vérification : conférence de fin**
- Chaque vérification doit se terminer par une conférence de fin.
- i. La conférence de fin doit être organisée suffisamment à l'avance pour que toutes les parties concernées puissent y assister ;
 - ii. Lors de cette conférence, le chef d'équipe doit résumer les observations résultant de la vérification qu'il se propose d'inclure dans le projet de note de gestion ;
 - iii. L'équipe de vérification doit se réunir pour décider des points à soulever pendant la conférence de fin ; un bref procès-verbal de cette réunion doit être établi ;
 - iv. Dans la mesure du possible, seul le chef d'équipe doit intervenir pendant la conférence de fin ;
 - v. Le chef d'équipe doit charger l'un des membres de l'équipe de prendre des notes pendant la conférence ;
 - vi. Il faut indiquer clairement à l'entité vérifiée qu'il ne sera peut-être pas possible d'établir des minutes de la conférence de sortie. Toutefois, il faut l'assurer au début de la réunion que ses observations au sujet de la vérification seront dûment prises en compte par l'équipe de vérification ;
 - vii. Normalement, les conférences de fin ont lieu à l'achèvement de la mission, la plupart du temps le dernier jour. Avant que l'entité ait l'occasion de répondre aux observations résultant de la vérification, il ne devrait pas y avoir de désaccord majeur sur celles-ci. Toutefois, s'il y en a, il faut appliquer la procédure suivante :
 - 1) Le chef d'équipe doit demander à l'entité des réponses écrites ;
 - 2) Il doit informer le siège de ces désaccords par une note sur la question, indiquant clairement les observations en cause, les réponses de l'entité, la cause du désaccord majeur et la justification donnée par le chef d'équipe pour inclure l'observation dans la note de gestion ;
 - viii. L'équipe de vérification doit revoir le projet de note de gestion après la conférence de fin à la lumière des nouveaux points résultant de la conférence ;
 - ix. L'équipe de vérification doit consigner par écrit les observations qui ont été modifiées compte tenu des points soulevés pendant la conférence de fin.
- 8 Interaction avec l'entité soumise à**
- Les différents ISC n'utilisent pas la même terminologie pour désigner les diverses communications envoyées à l'entité

**vérification :
configuration de la
vérification**

**vérifiée pendant la vérification. Le CVG de l'Inde a approuvé
les étapes suivantes :**

- a) **Demande de renseignement : le format « demande de renseignement » doit être utilisé pour :**
 - ✚ Demander une information ;
 - ✚ Demander un document ;
 - ✚ Demander une clarification ;

- b) **Observation résultant de la vérification : le format « observation » doit être utilisé pour communiquer à l'entité vérifiée les constatations résultant de la vérification. Normalement, il contient :**
 - ✚ Un bref exposé du contexte ;
 - ✚ Les constatations de la vérification ;
 - ✚ La méthodologie suivie ;
 - ✚ Les recommandations éventuelles ;
- c) **Les observations doivent aussi comporter les éléments les justifiant ;**
- d) **Le projet de note de gestion est préparé par l'équipe et envoyé au siège accompagné des éléments justificatifs pour complément d'examen ;**
- e) **Toutes ces communications sont signées du chef d'équipe ;**
- f) **Toutes ces communications sont numérotées selon le schéma suivant :**
 - ✚ **Demandes de renseignement :
DR/emplacement/date de la
vérification/numéro ;**
 - ✚ **Observations résultant de la vérification :
OV/emplacement/date de la
vérification/numéro ;**
- g) **Le projet de note de gestion ne doit contenir aucune information n'ayant pas fait l'objet d'une observation ;**
- h) **Toutes les demandes de renseignement et observations doivent fixer un délai raisonnable de réponse et être suivies avec le point de contact désigné ;**
- i) **L'équipe de vérification doit chercher à discuter avec l'entité avant de publier une observation ;**
- j) **Le ton des communications doit être courtois et modéré ;**
- k) **Les demandes de renseignement et les observations doivent être logiques ;**
- l) **Chaque demande de renseignement et observation ne doit concerner qu'une seule et même question ;**
- m) **Même les appréciations positives que l'équipe de vérification a l'intention d'inclure dans la note de gestion doivent d'abord faire l'objet d'une observation ; autrement dit, pour nous, les observations communiquent les résultats de la vérification, pas nécessairement des objections ;**
- n) **Dans le cas de bureaux régionaux/nationaux, les réponses doivent être considérées comme une réponse du bureau et non de l'entité.**

selon le format prescrit.

Ce journal doit être accompagné de tous les documents justificatifs qui y sont mentionnés. Ils constituent ensemble la documentation de travail de la vérification.

La documentation de travail est établie en deux exemplaires, dont un est communiqué au directeur principal (relations extérieures).

Comparaison entre les candidatures du Vice-Président de l'institution supérieure de contrôle allemande (Bundesrechnungshof) et du Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde aux fonctions de vérificateur extérieur des comptes de l'Agence pour 2010 et 2011

Informations demandées ¹	Allemagne	Inde
Curriculum vitae du candidat	A soumis le curriculum vitae du vice-président et les qualifications des membres de l'équipe de vérification	A soumis le curriculum vitae du Contrôleur et Vérificateur général des comptes et les qualifications des membres de l'équipe de vérification
Informations sur les activités nationales et internationales de l'institution de contrôle des finances publiques	A donné des renseignements détaillés sur les activités nationales et internationales de vérification	A donné des renseignements détaillés sur les activités nationales et internationales de vérification
Indication de l'étendue des activités de vérification envisagées	A indiqué la portée de la vérification et l'approche de vérification.	A indiqué la portée de la vérification et l'approche de vérification.
Spécialistes de la vérification qui seront disponibles	A décrit l'étendue des compétences des spécialistes de la vérification qui seront disponibles.	A décrit l'étendue des compétences des spécialistes de la vérification qui seront disponibles.
Honoraires demandés comprenant les traitements liés à la vérification, les dépenses de secrétariat et autres dépenses d'appui, les frais de voyage et les frais de séjour du vérificateur extérieur et de ses collaborateurs	A donné une estimation couvrant tous les frais du vérificateur extérieur et de ses collaborateurs. 520 000 € pour 2010 et 2011.	A donné une estimation couvrant tous les frais du vérificateur extérieur et de ses collaborateurs. 248 000 € pour 2010 et 2011.
Nombre de mois de travail consacrés à la vérification	Estimé à 1 400 jours de vérificateur pour 2010 et 2011.	Estimé à 40 mois de vérificateur pour 2010 et 2011.

¹ Note du Secrétariat du 16 décembre 2008.